

## La construction de l'Arc de Triomphe de l'Étoile

En 1806, Napoléon I<sup>er</sup> décide d'élever à Paris, un arc de triomphe monumental à la gloire de la Grande Armée.

Jean-Baptiste de Nompère de Champagny qui a été nommé ministre de l'Intérieur le 8 août 1804 conseille à Napoléon l'emplacement de la colline de Chaillot, à côté de la barrière de l'Étoile pour la raison qu'un tel monument doit se voir de loin sans cacher aucun point de vue. Cet emplacement permettrait que l'arc soit vu de la place de la Concorde et du château des Tuileries.

Napoléon accepte l'emplacement et confie la tâche de réaliser les projets d'un arc aux architectes Jean-François Chalgrin et Jean-Arnaud Raymond.

On procède au creusement de la fouille à huit mètres de profondeur, nécessaire aux fondations.

Le 15 août 1806, une « première pierre », bloc hexagonal de 3,65 m sur 1,60 m, est posée dans les profondeurs avec l'inscription suivante, recouverte d'une feuille de plomb : « L'an 1806, le quinzième d'août, jour anniversaire de Sa Majesté Napoléon le Grand, cette pierre est la première qui ait été posée dans la fondation de ce monument ».

A la fin de 1807, les fondations sont pratiquement terminées. Pendant ce temps, les architectes Chalgrin et Raymond élaborent des projets d'arc avec de grandes colonnes, dégagées ou non de l'ouvrage, à la manière des arcs romains.

Mais Napoléon, soucieux de réduire les coûts, décide de supprimer les colonnes et de diminuer les ouvertures proposées pour l'arche principale. Il opte, fin 1808, pour un nouveau projet sans colonne, à peu près tel que l'Arc de Triomphe est à l'heure actuelle. Ce dernier est présenté par Jean-François Chalgrin qui a été retenu dès le 31 octobre 1808 comme le seul architecte de l'Arc.

Après l'approbation du projet définitif, le 27 mars 1809, les travaux sont accélérés avec l'ouverture d'une nouvelle carrière à Château-Landon d'où sont extraites les pierres dures et blanches, choisies par Chalgrin.

Avec le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, une entrée solennelle du couple est prévue à Paris pour le 1<sup>er</sup> avril 1810. Napoléon se soucie de son Arc qui dépasse à peine des fondations et est loin d'être monumental. Il fait réaliser par Chalgrin une maquette à l'échelle 1, en bois et toiles peintes qui donne un résultat considéré comme « superbe ».

Chalgrin en profite pour modifier certains défauts de son projet et établir tous les plans, dessins et coupes du monument. Mais il décède le 21 janvier 1811.

Son élève Louis Robert Goust le remplace et dirige les travaux, scrupuleusement selon les plans de Chalgrin, jusqu'en 1814. Les quatre piliers s'élèvent alors à 19,60 m, c'est-à-dire à la hauteur des assises où doit commencer la voûte du grand arc. Les petits arcs sont achevés ainsi que le décor sculpté du plafond.

Pendant près de dix ans, les travaux sont interrompus. Ils reprennent en 1823, à l'initiative de Louis XVIII et sous la direction de l'architecte Jean-Nicolas Huyot, assisté de Louis Robert Goust. Devant la difficulté de trouver des blocs suffisamment importants dans la carrière de Château-Landon, les architectes choisissent une autre carrière à Chérence dans le Vexin. La

voûte du grand arc avec ses motifs sculptés est ainsi réalisée puis l'entablement. Huyot projette de couronner l'Arc avec 36 statues colossales, représentant 36 grandes villes de France.

Mais la Révolution de 1830 arrive et Louis-Philippe I<sup>er</sup>, dès son avènement décide d'achever l'Arc de Triomphe, en le rendant à sa destination initiale, à savoir la glorification des armées de la République et de l'Empire.

L'architecte Guillaume Blouet est nommé le 31 juillet 1832 et Adolphe Thiers, sous-secrétaire d'État aux finances puis ministre de l'Intérieur, est chargé de choisir les sculpteurs pour décorer les façades. Il a aussi la charge de passer les commandes.

Parmi les seize sculpteurs retenus, le plus célèbre est François Rude qui réalise le haut-relief du *Départ des Volontaires de 1792* plus connu sous le nom de *la Marseillaise*. Ce haut-relief est placé sur le pilier est, à droite du grand arc en venant des Champs-Élysées. Sur le pilier symétrique de gauche, le pilier sud, Jean Pierre Cortot réalise *le Triomphe de 1810* représentant Napoléon drapé en empereur romain. Sur les faces du grand arc du côté de l'avenue de la Grande Armée, Antoine Étex réalise les deux groupes sculptés : *la Résistance de 1814* et *la Paix de 1815*. Au-dessus de ces quatre groupes sculptés, les panneaux de haut-relief présentent des scènes de bataille ayant eu lieu entre 1792 et 1805 : Aboukir, Altenkirchen (funérailles de Marceau), Austerlitz, Alexandrie, Arcole et Jemmapes. Elles sont réalisées par les treize autres sculpteurs sélectionnés ainsi que la longue frise de personnages faisant le tour de l'Arc. François Rude participe également à la réalisation de cette frise de 2,10 m de haut sur 137 m de long.

Guillaume Blouet coordonne tous ces travaux de sculptures, ce qui n'est pas simple, compte tenu du nombre des sculpteurs, de la nécessité de conserver une harmonie d'ensemble tout en laissant s'exprimer la créativité de chaque sculpteur. Blouet fait aussi construire la salle voûtée du sommet, l'étage d'attique qui entoure cette salle et la plateforme supérieure. Enfin, c'est lui qui fait réaliser le pavage autour de l'Arc.

## Les 384 noms inscrits en 1836

En 1835, l'Arc de Triomphe est presque achevé. L'architecte Guillaume Blouet est frappé par l'aspect blanc et nu de l'intérieur de l'Arc, en comparaison avec les faces extérieures qui se couvrent de sculptures. Il a l'idée d'inscrire sur de grands tableaux de pierre les noms de batailles et de héros de la République et de l'Empire. Il adresse une proposition en ce sens à Adolphe Thiers qui approuve cette idée. Le 6 janvier 1836, Thiers demande au général Cyr Nugues dit Saint-Cyr-Nugues d'établir une liste des héros et des batailles. Ce dernier, ancien chef d'état-major et ancien directeur du personnel au ministère de la Guerre a connu et connaît bien, tout au moins de nom, les nombreux acteurs des guerres de la République et de l'Empire. De plus Saint-Cyr-Nugues par les articles qu'il a publié dans *le Spectateur Militaire* et le *Bulletin de la société de Géographie* est reconnu pour sa rigueur et son exactitude dans la présentation des événements.

Blouet propose pour l'intérieur des petits arcs, 4 grands tableaux de 6 colonnes et 16 lignes, surmontés de 4 hauts-reliefs représentant des victoires ailées, à la manière gréco-romaine. Ces 4 tableaux permettent d'inscrire 384 noms de héros (4x6x16). L'intérieur du grand arc est réservé à 96 noms de victoires, 24 par pilier.

Après quelques semaines, Saint-Cyr-Nugues présente ses listes à Thiers qui le remercie en le félicitant pour sa modestie car le nom de Saint-Cyr-Nugues ne figure pas dans les listes.

En dehors des 96 noms de victoire, ces listes contiennent 316 noms de généraux (généraux de division, généraux de brigade et lieutenants généraux), 40 noms de maréchaux (maréchaux de France et maréchaux d'Empire), 13 noms d'amiraux (amiraux, vice-amiraux et contre-amiraux), 10 noms de colonels (colonels et chefs de brigade), 3 officiers de grade inférieur à celui de colonel : Beaurepaire, La Tour d'Auvergne et Sulkowski, 1 adjudant-général (grade compris entre celui de colonel et celui de général) : Leturcq, 1 enfant : Viala. On note aussi un vice-roi parmi les généraux : Eugène de Beauharnais, deux rois parmi les maréchaux : Bernadotte et Murat, et un intendant général qui est aussi général de division : Mathieu Dumas.

Saint-Cyr-Nugues n'a pas retenu que les militaires les plus hauts gradés. Sans préférence politique, il a privilégié les acteurs militaires ayant, à leur niveau, le mieux défendu la République française et l'Empire. Il s'en explique dans une lettre du 6 février 1836, adressée à Thiers, ministre de l'Intérieur :

« On pourra trouver que plusieurs noms dignes de mémoire manquent à cette liste. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir motif d'effacer aucun de ceux qui y sont. Lors même qu'ils n'ont pas jeté un grand éclat, tous ont un titre incontestable, c'est d'avoir exercé un commandement, d'avoir conduit au combat les défenseurs de la Patrie, comme on les appelait alors dans le temps où le dévouement était aussi difficile que nécessaire. »

Le général Nugues explique certains choix : « Toutes les illustrations n'ont pas des victoires pour base. Quelques-unes ont été méconnues ; d'autres se sont obscurcies et comme éclipsées d'elles-mêmes ; d'autre enfin, il faut en convenir, se sont démenties, mais quoique Pichegru ait trahi la cause nationale, c'est lui qui a conquis la Hollande ; c'est Scherer qui a été le vainqueur à Loano ; et si Luckner, Houchard et Custine, si Biron, Dillon et de Flers ont péri sur l'échafaud, leur mémoire mérite d'être réhabilitée lorsque, récapitulant nos victoires, nous en considérons l'origine. Aujourd'hui peut-être plusieurs de nos grands noms de France aimeraient mieux ne pas se voir retracés dans la commémoration de nos guerres républicaines.

Mais les faits sont acquis à l'Histoire et il est bon de se rendre justice à tous, fut-ce en dépit d'eux-mêmes.

Parmi les généraux français, vous remarquerez quelques noms polonais, allemands, italiens etc. Les étrangers qui ont combattu dans nos rangs et dans les premiers grades, ont droit à ce souvenir. J'ai cru devoir le consacrer, soit comme un hommage à la vérité, soit comme une preuve de la sympathie européenne que la France a rencontrée dans ses grandes crises.

J'ai entremêlé également les noms de plusieurs marins qui, depuis l'origine de la guerre, ont commandé avec honneur nos vaisseaux et nos escadres. »

Saint-Cyr-Nugues signale enfin qu'il avait cru « devoir inscrire sur la liste les noms de Chambure, La Tour d'Auvergne et Beaurepaire suicidé plutôt que rendre la cité dont on lui avait confié la défense. »

Sous les tableaux des noms de héros, Blouet et Saint-Cyr-Nugues prévoient d'inscrire le nom des armées de la République et de l'Empire. Les noms de ces armées seront disposés plus ou moins géographiquement : sur le pilier nord de l'Arc de Triomphe, les armées ayant opéré au nord et au nord-est de la France : Nord, Ardennes, Moselle, Rhin, Sambre-et-Meuse, Rhin-et-Moselle, Hollande, Hanovre ; sur le pilier est, les armées ayant opéré à l'est et au sud-est de la France : Danube, Helvétie, Grisons, Alpes, Var, Italie, Rome, Naples ; sur le pilier sud, les armées ayant opéré au sud de la France : Dalmatie, Égypte, Espagne, Portugal, Andalousie, Aragon, Catalogne, Midi ; sur le pilier ouest, les armées ayant opéré à l'ouest et au sud-ouest de la France : Pyrénées orientales, Pyrénées occidentales, Ouest, Réserve, Camp de Boulogne, Grande Armée.

Les noms des 384 héros seront disposés dans un ordre prescrit par Nugues. Il en explique la raison dans sa lettre du 6 février 1836 à Thiers : Pour les 384 noms de héros, « j'ai évité dans cette nomenclature l'ordre alphabétique non seulement comme froid et insignifiant mais parce que d'ailleurs, il ne se prête pas aux divisions et subdivisions qu'exigent quatre catégories différentes. J'ai préféré un ordre que j'appellerai historique, c'est-à-dire où les groupes sont formés chronologiquement, géographiquement et jusqu'à un certain point hiérarchiquement autant que ces trois données ont pu se concilier. J'ai indiqué par un signe ceux de nos chefs militaires qui ont péri au champ d'Honneur. Je crois qu'en inscrivant leurs noms sur ma pierre, on pourrait le faire précéder d'une étoile. Cette distinction durable serait un acte de justice.»

Les tableaux sont gravés comme demandés par Nugues, sauf en ce qui concerne l'étoile précédant le nom de ceux qui sont morts au champ d'honneur. Elle est remplacée par un trait sous le nom. Les noms soulignés sont le plus souvent regroupés dans la colonne de droite de chaque tableau. Quant aux deux colonnes de gauche de ces tableaux, elles contiennent les maréchaux et les amiraux d'avant 1837 et des chefs d'armée (voir la reproduction des inscriptions en 1836).

En quelques semaines, Saint-Cyr-Nugues a réalisé un travail très complet qui a le mérite de respecter les différentes sensibilités de la Nation. Avec Turreau, général ayant dirigé les « colonnes infernales » en Vendée et Viala, le chef des enfants de la petite garde nationale d'Avignon, tué par les Royalistes, Nugues pense aux Républicains les plus engagés. Par contre, en inscrivant des généraux guillotins comme Luckner, Houchard, Custine, Biron, Dillon, Deflers, il s'adresse aux modérés et aux Royalistes. Si dans les noms des généraux et des maréchaux, il a choisi de nombreux fidèles de Napoléon, il a aussi retenu Moreau, Murat et surtout Bernadotte qui se sont opposés militairement à lui.

Enfin le seul parti pris que l'on pourrait noter, dû au fait que Saint-Cyr-Nugues a servi en Espagne entre 1808 et 1814 se retrouve dans un choix. Parmi les noms de colonels inscrits sur l'Arc de Triomphe et tués au combat entre 1807 et 1815, il y en a que deux et qui viennent uniquement d'Espagne : Blancheville et Henry.

## L'inauguration de l'Arc de Triomphe et les premières réclamations

En juillet 1836, les derniers travaux, sculptures et inscriptions sont finis. Adolphe Thiers qui a été nommé premier ministre le 22 février dernier, dissuade le roi Louis-Philippe I<sup>er</sup> de venir inaugurer lui-même l'Arc de Triomphe. En effet l'année précédente, le 28 juillet 1835 au cours d'une revue militaire, l'attentat de la machine de Fieschi avait failli coûter la vie au souverain. Cet attentat avait fait 11 morts dont le maréchal Mortier et plusieurs dizaines de blessés dont 7 mortellement touchés. C'est donc Thiers, tout seul, qui inaugure l'Arc de Triomphe de l'Étoile, le vendredi 29 juillet 1836 à 7 heures du matin. La cérémonie est suivie d'un banquet de 300 couverts, offert à des invités choisis. Dès l'inauguration finie et le monument accessible au public, la critique que redoutait Saint-Cyr-Nugues commence : « Pourquoi avoir inscrit Turreau, le « bourreau » de la Vendée ? Que vient faire ici Bernadotte qui a largement contribué à la défaite française de Leipzig en 1813 ? »

Les réclamations les plus nombreuses viennent des généraux de la République et de l'Empire eux-mêmes et de leur famille qui s'étonnent de l'absence d'un nom.

Dès le 1<sup>er</sup> juillet 1836 et donc avant l'inauguration du monument, le général Claude Étienne Guyot écrit au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur : « Le hasard vient de me faire connaître la nomenclature de MM. les officiers généraux de la République et de l'Empire qui ont l'honneur d'être inscrits sur les panneaux de l'Arc de Triomphe de l'Étoile. J'ai vu avec douleur que je n'étais pas compris dans ce nombre... »

Charles Aimé Roussel, employé dans la section de l'Enregistrement au ministère de la Guerre, écrit le 5 juillet 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour demander l'inscription du nom de son père, le général Jean Charles Roussel, tué au combat d'Ostrowno en 1812. Charles Aimé Roussel demande simplement que son père soit « à côté de ses compagnons d'armes sur l'Arc de Triomphe ». Le général Pierre Dupont dit Dupont de l'Étang, écrit le 18 juillet 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour demander l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe. Il écrit : « L'Arc de Triomphe est particulièrement consacré aux victoires de la République et de l'Empire, dans les campagnes d'Autriche, de Prusse et de Pologne, la bataille du Mincio, les combats d'Haslach, d'Albeck, de Diernstein, de Halle, de Braunsberg, ont été glorieusement gagnés sous mes ordres, le nom de plusieurs de ces journées est gravé sur le monument et le mien qui en est inséparable doit également s'y trouver. À ces faits d'armes, je pourrais ajouter le succès d'une division à Friedland et dans d'autres actions. Quelle que soit la place où mon nom soit inscrit, je serai satisfait. Elles sont toutes honorables. Un moment suffit pour cette inscription si elle n'a pas encore eu lieu et je la réclame de nouveau avec toute la force de l'honneur militaire qui ne m'a jamais abandonné, soldat, général ou ministre de la Guerre. » Si Saint-Cyr-Nugues n'a pas retenu le nom de Dupont, il y a à cela deux raisons concernant des actions très critiquées, sa capitulation de Bailén le 22 juillet 1808 en Espagne et son rôle dans les mises en demi-solde comme ministre de la Guerre d'avril à décembre 1814.

Le colonel du génie Jules Antoine Paulin écrit le 30 juillet 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son oncle, le général du génie Nicolas Antoine Sanson, décédé en 1824. Il écrit avoir été « surpris de ne pas voir figurer parmi ces noms celui du général du génie Sanson, comte de Rigausen (Riddagshausen), (son) oncle. Il est le seul des officiers généraux de son arme qui ait reçu un sabre d'honneur que le général Bonaparte lui décernait avec cette inscription : *Pour tes services à Mantoue, à Belbeys, à Salaeyé, au grand Caire.* » Marie Françoise Paulin, née Sanson, sœur du général Sanson et mère du colonel Paulin, a en effet hérité de tous les biens du général Sanson, y compris ce sabre d'honneur. La lettre du colonel Paulin est cosignée par ses 3 frères.

Dans son édition du 30 juillet 1836, le journal *La Presse*, fondé par Émile de Girardin, fils du général dont le nom sera inscrit en 1841, signale dans un article sur les omissions de l'Arc de triomphe de

l'Étoile, l'oubli de l'inscription du nom du général Lameth « qui conserva le drapeau tricolore sur les remparts de Santona, en Biscaye, quand l'Espagne était évacuée par les armées françaises. »

La comtesse de Lalanne, fille adoptive du général Decrest de Saint-Germain, décédé en 1835, écrit le 2 août 1836, au maréchal Maison, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription du nom du général Decrest de Saint-Germain sur l'Arc de Triomphe. Elle déclare son « douloureux étonnement d'avoir vainement cherché son nom dans la foule de ceux qui décorent l'arc triomphal consacré à la gloire des armées françaises. »

Le même jour, 2 août 1836, le général Charles Nicolas comte d'Anthoüard écrit au maréchal Maison, au sujet des inscriptions sur l'Arc de Triomphe : « Comme je me trouve dans la catégorie des exclus et que cependant je puis penser (peut-être par excès d'amour propre) mais enfin comme je pense que je pourrais y être admis comme d'autres que j'y trouve inscrits, je viens réclamer de votre loyauté et de votre justice d'avoir la complaisance de me faire connaître les motifs qui ont pu influencer sur la radiation de mon nom. »

Le général Edme Étienne Borne Desfourneaux écrit le 3 août 1836 au maréchal Maison, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe. Il renouvelle sa demande en écrivant le 7 octobre 1839 à l'amiral Duperré, ministre de la Marine et des Colonies puis le 9 octobre 1840, au comte Jaubert, ministre des Travaux Publics. Ces lettres donnent lieu à des échanges entre ministres pour soutenir la demande de Borne Desfourneaux. Le maréchal Soult, président du Conseil, écrit aussi le 27 novembre 1839, à l'amiral Duperré et à Charles Marie Tanneguy Duchâtel, ministre de l'Intérieur, pour soutenir la demande de Desfourneaux. Il profite de ce dernier courrier pour signaler qu'il manque dans les noms de bataille inscrits, celle de Toulouse, qui a contribué à développer sa propre gloire !

Le général Charles Borrelli écrit le 4 août 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour demander que son nom figure sur « le monument dédié à la gloire des braves qui se sont distingués dans les armées françaises ». Il renouvelle sa demande le 7 septembre 1836, en s'adressant au général Simon Bernard, tout nouveau ministre de la Guerre, en expliquant qu'il a fait 22 campagnes et que son nom a été « mentionné honorablement dans presque tous les bulletins des corps d'armées » dont il faisait partie. Il indique que par les journaux, il sait qu'une commission serait désignée pour faire droit aux réclamations des généraux dont les noms n'avaient pas été gravés sur l'Arc de Triomphe et qu'il souhaite que son nom soit mis sous les yeux de la commission.

Le député du Calvados, Jacques Louis Chatry de Lafosse, neveu du général Pierre Dumoustier, décédé en 1831, écrit le 4 août 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, « pour faire inscrire sur le monument de l'Étoile » le nom de son oncle.

Le général Jean Baptiste Alexandre Strolz écrit le 5 août 1836 au maréchal Maison, ministre de la Guerre, pour réclamer que son nom soit inscrit sur l'Arc de Triomphe : « *Le Moniteur* a publié la liste des officiers généraux dont les noms sont inscrits sur le monument de l'Arc de Triomphe. Comme j'apprends que des réclamations sont faites contre un petit nombre d'omissions, je me détermine aussi quoiqu'avec répugnance mais pour l'honneur de mes fils, de revendiquer ma place dans cette longue et presque générale nomenclature ». Le général Strolz envoie le 6 août 1836, une copie de cette lettre au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur.

Le général Philippe Antoine d'Ornano, futur maréchal de France, fait la même démarche que le général Strolz pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe : il écrit le 5 août 1836 au maréchal Maison et le 6 août, il envoie la même lettre au comte de Montalivet.

Blaise, ancien notaire et adjoint de la mairie de Nancy, écrit le 5 août 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur : « Parmi les noms des généraux inscrits sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile que je lis dans *le Moniteur*, je ne vois pas figurer celui de notre compatriote, Monsieur le général Drouot. Je viens, Monsieur le Ministre, vous signaler cet oubli, espérant que vous voudrez bien le faire réparer. La modestie extrême du général Drouot pourrait peut-être lui faire voir avec une sorte de satisfaction que son nom ne soit point offert à la reconnaissance de la patrie, mais ce nom si honorable appartient à l'histoire de France et plus particulièrement à celle de sa ville natale. En

revendiquant pour lui une place sur le monument national qui vient d'être érigé, je ne fais qu'exprimer le vœu de mes concitoyens ».

L'ancien officier de hussards, Gouré de Villemontée, écrit le 5 août 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour demander l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son frère, le général Louis Anne Gouré, tué à Lützen en 1813. Il écrit qu'ils étaient 4 frères dans les armées et que 2 ont été tués au combat, l'un à Neerwinden en 1793, l'autre à Lützen. C'est la « mort digne d'un si brave soldat » selon ce qu'aurait dit Napoléon.

Le général Jean Baptiste Baurot écrit le 6 août 1836 au maréchal Maison, ministre de la Guerre, pour demander que son nom soit ajouté à ceux inscrits sur l'Arc de Triomphe : « J'ose attendre cette réparation de votre justice et de votre équité ». Il complète sa demande le 26 août 1836, en joignant divers mémoires justificatifs sur la bataille de Toulouse d'avril 1814, où il a perdu une jambe.

Eugène Bonnamy, lieutenant au 4<sup>e</sup> chasseurs à Limoges, écrit le 6 août 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe, du nom de son père, le général Charles Auguste Jean Baptiste Louis Joseph Bonnamy de Bellefontaine. Il renouvelle sa demande le 20 décembre 1840 auprès du maréchal Oudinot, en insistant sur le fait que son père a reçu 22 coups de baïonnette à la Moskowa et en affirmant : « Son nom est le seul héritage que mon père m'a laissé. »

Le général Louis Joseph Lahure écrit le 6 août 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur : « Je dois joindre à celles qui vous ont été adressées, ma réclamation contre l'omission de mon nom sur le monument de l'Étoile. Je n'entrerai pas dans le détail de tous les faits d'armes dont j'ai eu ma part. Je me borne à citer la prise de la flotte hollandaise dans les glaces du Helder en 1795, expédition que j'ai seul imaginée et exécutée à la tête d'un faible corps de troupes légères. » La prise de la flotte hollandaise dans les glaces en janvier 1795 avait eu en effet, un grand retentissement en France et en Belgique et donné lieu à plusieurs tableaux représentant cette scène unique dans l'Histoire.

Anne Exilatrice Dahlmann, née Solere, écrit le 7 août 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour réclamer l'inscription du nom de son mari, le général Nicolas Dahlmann, tué à Eylau. Elle s'étonne que le général d'Hautpoul tué à la même bataille soit inscrit et non son mari. Le prince Adam Jerzy Czartoryski, ancien président du gouvernement provisoire polonais de 1830, qui s'est réfugié à Paris, transmet au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, une note sur les états de service du général polonais Kniaziewicz. La note, datée du 7 août 1836, se termine par la phrase suivante : « Le nom du général Kniaziewicz ne se trouve pas sur l'Arc de Triomphe qui vient d'être inauguré ».

Pierre Michel Pille, neveu du général Louis Antoine Pille décédé en 1828, écrit le 8 août 1836 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur pour demander l'inscription du nom de son oncle sur l'Arc de Triomphe.

Le même jour, 8 août 1836, le général Campredon, ayant son nom inscrit sur l'Arc de Triomphe sur le pilier sud, écrit au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour réclamer l'inscription du nom de son ami le général Martin de Vignolle dont il a prononcé l'éloge funèbre en 1824, et celle du nom de son beau-frère le général Jean Étienne Casimir Poitevin de Maureillan, décédé en 1829.

Le même jour, 8 août 1836, Augustin Sarrut qui a hérité du titre de baron de l'Empire de son oncle, le général Jacques Thomas Sarrut, blessé mortellement à la bataille de Vitoria en 1813, réclame au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, l'inscription du nom de son oncle sur l'Arc de Triomphe. Il rappelle son remarquable fait d'armes à San Vincente en Espagne, en 1808, où avec 900 hommes, il avait culbuté une colonne de 6000 hommes et l'avait détruite en lui prenant son artillerie.

Le même jour, 8 août 1836, la comtesse Foucher de Careil écrit au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour réclamer que le nom de son père, le général Louis François de Foucher de Careil, décédé en 1835, soit inscrit avec ses compagnons d'armes sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile.

Encore le même jour 8 août 1836, Jean Étienne Emmanuel Hector Sorbier, directeur de l'enregistrement et des domaines de Toulouse, écrit au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur

pour réclamer que le nom de Sorbier inscrit sur l'Arc de Triomphe soit doublé pour qu'il corresponde au général du génie Jean Joseph Augustin Sorbier, son frère, blessé mortellement durant la campagne de 1809, et au général d'artillerie son homonyme.

Léopold Rivaud de La Raffinière, capitaine du génie, écrit le 9 août 1836 au maréchal Maison, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe, du nom de son père, le général Olivier Macoux Rivaud de La Raffinière. Cette demande est suivie de celle de François Marie Agier, député des Deux-Sèvres et cousin du général Rivaud de La Raffinière qui réclame l'inscription du nom de son cousin sur l'Arc de Triomphe. Le 15 août 1836, il adresse pour cela une lettre au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur. Enfin, de Poitiers, le 11 octobre 1836, le général Rivaud de La Raffinière écrit lui-même au général Simon Bernard, nouveau ministre de la Guerre : « Un de mes fils qui passe par Paris pour se rendre à son poste de capitaine de génie, m'annonce que mon nom n'a pas été inscrit sur l'Arc de l'Étoile parmi les noms des généraux qui ont contribué aux grandes victoires qui ont illustré les armées françaises dans les guerres de la Révolution ; c'est un oubli qui me cause le plus grand étonnement et qui vous fera partager ma surprise lorsque vous aurez lu la notice ci-jointe ... » Suit un long feuillet décrivant les nombreuses batailles auxquelles il a participé. Il rappelle aussi qu'à Lübeck en novembre 1806, c'est lui qui a reçu la capitulation de Blücher avec 8000 hommes d'infanterie et 4000 de cavalerie et que cette capitulation qu'il a signée, a été mise dans le bulletin de la Grande Armée.

De Montpellier, le 10 août 1836, Henri René, membre du Conseil général de l'Hérault, écrit au maréchal Maison, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe, du nom de son frère, le « brave et malheureux général baron René », brûlé vif par des guérilleros espagnols.

Le même jour, 10 Août 1836, Alexandre Duval de Conteval, maire de Neuville-sous-Montreuil, écrit à Thiers, président du conseil des ministres, pour le remercier d'avoir mentionné le nom de son père, le général Blaise Duval de Hautmaret, dans son livre *Histoire de La Révolution française* et le prie de faire inscrire le nom de son père sur l'Arc de Triomphe. Or ce nom figure déjà sur le pilier nord.

Le 14 août 1836, le général Christian Dumas, aide de camp du roi Louis-Philippe, écrit au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom du général Nicolas François Roussel d'Hurbal : « Il espère que ses titres à cet honneur fixeront votre attention et que vous voudriez bien transmettre sa demande à la commission qui sera chargée de l'examen de ses titres ».

La comtesse de Ruty, née Lucile Charlotte Lecocq, écrit le 15 août 1836, du château de Nerville par Beaumont-sur-Oise, au maréchal Maison, ministre de la Guerre pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son mari, le général Ruty mort en 1828. Elle écrit le même jour une lettre de réclamation similaire, au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur. Elle renouvelle encore sa demande en écrivant le 1<sup>er</sup> juin 1840, de Paris, une nouvelle lettre de réclamation au ministre des Travaux Publics, Hippolyte François Jaubert.

Le général de division Jean Baptiste Grégoire Delaroche, écrit le même jour, 15 août 1836, de son château de Selorre par Paray-le-Monial, au maréchal Maison, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe : « J'ai l'honneur de prier votre Excellence de vouloir bien se faire représenter l'état de mes services, actions et blessures, et ordonner que mon nom soit placé près de celui du général qui a le plus fidèlement servi la patrie. »

Jean-Paul Schramm, directeur du personnel et des opérations militaires au ministère de la Guerre, écrit le 23 août 1836, à son chef, le maréchal Maison, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe, du nom de son père, le général Jean Adam Schramm, décédé en 1826. Il explique que son père pendant le siège de Dantzig en 1807 a eu, de tous les généraux présents « la part la plus active au résultat obtenu ».

Le général Étienne Fulgence Janin, ancien chef d'état-major du général Razout en 1813, écrit le 27 août 1836, une lettre de réclamation au roi Louis-Philippe pour demander l'inscription du nom du général Razout sur l'Arc de Triomphe. Le baron François Razout, frère du général Razout, officier dans la 18<sup>e</sup> division militaire, écrit aussi le 10 septembre 1836, au ministre de la Guerre, le général Bernard, pour réclamer l'inscription du nom de son frère sur l'Arc de Triomphe. Il fait cette

demande au nom de sa belle-sœur, Catherine Sophie, née Formé, qui a hérité du nom de Razout, « ce nom si pur qu'il a rendu si glorieux, ce nom qui est pour sa veuve la plus belle position de son héritage (la seule au reste qu'elle ait recueillie) ».

Le général Durrieu écrit le 27 août 1836 au maréchal Maison, ministre de la Guerre. Il ne réclame pas directement une place pour son nom sur l'Arc de Triomphe mais fait part des critiques que l'on peut faire sur ces inscriptions : une « nomenclature confuse », un « pêle-mêle de 384 noms personnels vivants et morts dont plusieurs sans renom », le manque des noms « de l'Empereur Napoléon qui l'a commencé en 1806 et (de) celui de Louis Philippe qui l'a achevé en 1836 », la présence du « colonel Chambure fort peu célèbre, à côté du premier et fameux grenadier La Tour d'Auvergne », l'absence des « colonels de nos armées qui sont morts ou qui vivent encore et qui ont commandé des troupes pendant la guerre, ce grade ayant une si grande et si juste importance ». Il termine en remarquant que puisque l'inscription n'a eu lieu qu'en 1836, il fallait « inscrire aussi les noms des généraux qui ont combattu à Waterloo, en Morée, en Afrique, à Anvers ». Cette dernière remarque montre le souhait de Durrieu d'être inscrit car il a été chef d'état-major du corps expéditionnaire de Morée en 1828 et c'est cette affectation qui lui a permis d'accéder au grade de lieutenant général. Il s'étonne de ne recevoir aucune réponse à sa lettre et renvoie le 16 décembre 1836 une copie de celle-ci au général Bernard, nouveau ministre de la Guerre.

Le baron Dalesme et son beau-frère Bordet, époux d'Eugénia Dalesme, tous deux employés au ministère de la Guerre, écrivent le 29 août 1836, au ministre de l'Intérieur, comte de Montalivet, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de leur père et beau-père, le général Jean Baptiste Dalesme, décédé en 1832. Le baron Dalesme renouvelle sa demande le 15 juin 1841, en écrivant au maréchal Soult, ministre de la Guerre.

La comtesse de Wolodkowicz croit reconnaître le nom de son mari Jean Henri de Wolodkowicz sous l'inscription Henry. En effet, devant la difficulté de prononcer son nom, ses camarades et même Napoléon avaient tendance à appeler ce général polonais Henry. Elle demande donc le 30 août 1836 la rectification de l'inscription de l'Arc de Triomphe du nom de Henry (colonne de droite du pilier ouest) en Wolodkowicz

Marie-Louise d'Arency, née Debiarnois écrit le 2 septembre 1836 au ministre de l'Intérieur Camille Bachasson, comte de Montalivet pour demander, pour elle et ses enfants, que le nom de son mari, le général Joseph d'Arency, décédé en 1835, soit inscrit sur l'Arc de Triomphe « monument destiné à perpétuer le souvenir des grands travaux militaires des vainqueurs du monde ».

Les deux frères du général Jean Pierre Lanabère, blessé mortellement à la bataille de la Moskowa, écrivent d'Orthez, le 2 septembre 1836, au ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription du nom de leur frère sur l'Arc de Triomphe, car celui-ci « s'est toujours distingué par une bravoure à toute épreuve et par des connaissances militaires et administratives non équivoques ».

F. M. Levesque de La Ferrière, neveu du général Louis Marie Levesque de La Ferrière décédé en 1834, écrit le 12 septembre 1836 au général Bernard, ministre de la Guerre, pour réclamer l'ajout du nom de son oncle, « ayant été surpris et affligé de voir son nom omis sur les tables d'inscription de l'Arc de Triomphe de l'Étoile ». Sa veuve, Apolline Fortunée Levesque de La Ferrière, née Foullon de Doué, réclame aussi l'inscription du nom de son mari sur l'Arc de Triomphe : le 8 septembre 1837, le comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur reçoit une lettre, le 2 janvier 1841, le maréchal Soult, ministre de la Guerre, en reçoit une autre.

Le baron Louis Charles Jeanin, fils du général Jean Baptiste Jeanin, écrit le 13 septembre 1836 au général Bernard, ministre de la Guerre pour réclamer l'inscription du nom de son père sur l'Arc de Triomphe car il avait « appris que des noms devaient être ajoutés à ceux déjà inscrits ». Il réclame à nouveau le 12 décembre 1840, à Soult, nouveau ministre de la Guerre, en insistant sur les services rendus à la France par sa famille : « Mon grand-père (David) l'a illustré dans les arts, mon père et mon oncle, le lieutenant général Meunier l'ont servi avec honneur sur tous les champs de bataille. Déjà mon grand-père dont l'image est gravée sur le frontispice du Panthéon a obtenu la récompense de ses travaux. Maintenant permettez-moi, Monsieur le Maréchal, de solliciter avec insistance celle à laquelle

je crois que mon père a des titres irrécusables ». Les 2 filles jumelles du peintre Jacques Louis David avaient en effet épousé les généraux Jeanin et Claude Marie Meunier.

M. L. M. Girard dit Vieux, fille du général Jean Pierre Girard dit Vieux, écrit de Palerme, le 15 septembre 1836, au maréchal Maison, ancien ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription du nom de son père sur l'Arc de Triomphe.

Le frère du général Jean Louis Romeuf tué à la Moskowa, écrit le 21 septembre 1836, une lettre au ministre de la Guerre et une au ministre de l'Intérieur, pour réclamer l'inscription du nom de Romeuf sur l'Arc de Triomphe, sur la « colonne des Braves morts au champ d'honneur ». Il renouvelle sa demande le 17 décembre 1840, en regrettant un « si injuste et incroyable oubli ».

Le général Louis Tirlet écrit le 24 septembre 1836 de Fontaine-en-Dormois, une lettre au général Bernard, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe : « J'ai lu dans *Le Moniteur* du 4 août un article ainsi conçu : « Plusieurs réclamations sont parvenues au Ministère de l'Intérieur pour l'inscription sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile, de noms de généraux qui auraient été omis. Ces demandes vont être l'objet d'un examen dont les résultats seront soumis incessamment à M. le Ministre de l'Intérieur. » »

François Victor Pijon, ancien officier et maire de Saint-Alban en Haute-Garonne, écrit le 1<sup>er</sup> octobre 1836 au ministre de l'Intérieur pour signaler que le nom de son frère le général Pijon, dont il était l'aide de camp et qui a été tué à la bataille de Magnano en 1799, a été inscrit par erreur sous le nom de Pigeon et non de Pijon et demande que l'orthographe du nom soit corrigée. H. Pijon, le fils de François Victor Pijon renouvelle cette demande le 26 juin 1839.

Le comte Michel, lieutenant de voltigeurs au 45<sup>e</sup> de ligne, fils aîné du général Claude Étienne Michel tué à Waterloo, écrit le 9 octobre 1836 au général Bernard, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription du nom de son père « sur les tablettes de l'Arc de Triomphe ». Son père mérite d'être inscrit car « l'Empereur reconnaissant ses glorieux services a traité sa veuve comme la veuve d'un maréchal de l'Empire ». Le 21 juin 1815, trois jours après Waterloo, Napoléon était en effet à Paris, à l'Élysée et offrait une pension de 6000 Francs à Huguette Maret, veuve du général Michel. Le signataire de la lettre de Napoléon était Hugues Bernard Maret, Secrétaire d'État mais aussi oncle de la veuve du général Michel, ceci expliquant probablement la rapidité de la décision impériale ! Cette pension n'a pas été reconnue par Louis XVIII qui a plus modestement offert une pension de 1500 Francs à la veuve du général Michel, en septembre 1815.

Le baron Auguste Albert, lieutenant au 1<sup>er</sup> hussards et fils du général Joseph Jean Baptiste Albert, décédé en 1822, écrit le 29 décembre 1836, au secrétaire d'État au département de la Guerre, pour réclamer l'inscription du nom de son père sur l'Arc de Triomphe en raison des « services qu'il a rendus à la France, assez éminents pour mériter cette distinction ».

Le roi Louis-Philippe qui a probablement lu la lettre du 6 février 1836, de Saint-Cyr-Nugues à Thiers, s'étonne du choix de Beaurepaire, lieutenant-colonel qui est dit s'être suicidé en 1792 pour éviter de se rendre alors qu'il était assiégé dans Verdun. Il craint que ce ne soit un mauvais exemple d'héroïsme à inscrire sur l'Arc de Triomphe. Il demande au général Lemoine qui était l'adjoint direct de Beaurepaire en 1792 à Verdun de lui préparer un mémoire sur les circonstances du décès de Beaurepaire. Le général Lemoine rédige en 1836 une note très complète dans laquelle il affirme clairement que Beaurepaire ne s'est pas suicidé mais a été tué, probablement par quelqu'un de la municipalité de Verdun qui souhaitait la reddition de la place, aux Prussiens, alors que Beaurepaire refusait cette hypothèse.

Pour l'année 1836, la duchesse de Maillé note dans ses *Mémoires 1832 - 1851*, l'absence de Hohenlinden dans les batailles inscrites sur l'Arc de Triomphe : « J'aurais voulu voir le nom de Hohenlinden inscrit au nombre des batailles gagnées. C'est une des plus mémorables de la révolution, pourquoi suivre le programme de Napoléon au point d'omettre un souvenir glorieux dont il était jaloux ? » C'est en fait une erreur : Hohenlinden figure sur le fronton Wagram.

Le 5 mars 1837, Anne Marguerite Charlotte Tharreau, née Martin, écrit au ministre de l'Intérieur, pour demander l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son mari, le général Jean Victor Tharreau,

décédé en 1812 des suites des blessures reçues à la Moskowa. Son neveu, le baron Tharreau, conseiller de préfecture de la Loire Inférieure, écrit le 6 mars 1837, à Charles Rémusat, secrétaire d'État, ministre de l'Intérieur, également pour réclamer l'inscription du nom de son oncle sur l'Arc de Triomphe. Louis Revelière, ancien député de Loire Inférieure, écrit le 29 mai 1839 au maréchal Oudinot, en lui disant qu'il est chargé par la baronne Tharreau « de suivre la réclamation faite aux ministères de la Guerre et de l'Intérieur relativement à l'omission du nom de son mari parmi les généraux inscrits sur l'Arc de Triomphe ». Oudinot écrit le 25 juin 1839 au ministre de l'Intérieur, car il estime que la réclamation de Mme Tharreau est justifiée.

Le 29 mars 1837, la comtesse Lepic, née Joséphine Félicité Geoffroy, écrit au général Bernard, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son mari, le général Louis Lepic, décédé en 1827 « qui, par un fait d'armes inouï à la bataille d'Eylau, mérita à la tête des grenadiers de la Garde, la plus brillante éloge de l'Empereur, le grade de général sur le champ de bataille et une dotation de 40 000 francs ».

Victor Hugo, voyant que son père le général Hugo n'était pas inscrit sur l'Arc de Triomphe n'écrit aucune lettre de réclamation mais inscrit sur la première page de son livre *Les Voix intérieures* paru le 26 juin 1837, la dédicace suivante : « À Joseph-Léopold-Sigisbert, comte Hugo, lieutenant général des armées du Roi, né en 1774, volontaire en 1791, colonel en 1803, général de brigade en 1809, gouverneur de province en 1810, lieutenant général en 1825, mort en 1828, non inscrit sur l'Arc de Triomphe - Son fils respectueux V. H. » Dans ce recueil de poèmes lyriques, Victor Hugo écrit à la fin du poème n° IV « À l'Arc de Triomphe » :

Lorsque je vois, au fond des époques futures,  
La liste des héros sur ton mur constellé  
Reluire et rayonner, malgré les destinées, ...  
Je ne regrette rien devant ton mur sublime  
Que Phidias absent et mon père oublié ! »

Attaché à ce poème, Victor Hugo laisse également le feuillet manuscrit non publié, suivant :  
« Quand je serai hors de ce monde, ces vers étant vrais et justes, on en fera ce qu'on voudra :

Sur ce bloc triomphal où revit tout l'empire,  
Où l'histoire dictait ce qu'il fallait écrire,  
Où nous verrons un jour, d'un œil presque effrayé,  
Surgir l'aigle de bronze immense et déployé,  
Vous avez oublié, sire, un nom militaire,  
Celui que je soutiens et que portait mon père !  
Oui, sire, je le dis, vous avez oublié  
Mon père en son tombeau peut-être humilié !  
Or celui qui dont le nom manque à vos architraves,  
C'était un vieux soldat, brave entre les plus braves,  
Dont le sabre jamais ne dormait au fourreau,  
Et que Napoléon enviait à Moreau !  
Dans la guerre étrangère et la guerre civile,  
En Vendée, en Espagne, à Naples, à Thionville,  
Le fifre et le tambour, la bombe et le canon,  
Ont laissé des échos que réveille son nom !  
Pourtant sur votre mur il est oublié, sire !  
Et vous avez eu tort, et je dois vous le dire,  
Car le poète pur, de la foule éloigné,  
Qui vous aborde ici de son vers indigné,  
Sire ! et qui vous souhaite un long règne prospère,  
N'est pas de ceux qu'on flatte en oubliant leur père !

29 mars 1837 »

Le 7 octobre 1837, le conseiller d'État Martineau, directeur général de l'administration et de la comptabilité au ministère de la Guerre, écrit à la comtesse Lefebvre-Desnoëttes, née Louise Stéphanie Rolier. Il accuse réception de sa réclamation pour que le nom de son mari, le général Charles Lefebvre-Desnoëttes, décédé en 1822, soit inscrit sur l'Arc de Triomphe. Il ajoute que devant le nombre de réclamations reçues par le ministre, ce dernier a l'intention de soumettre ces dernières à une commission spéciale « afin qu'une mesure générale puisse être prise à cet égard. » Enfin il demande à la comtesse Lefebvre-Desnoëttes d'écrire directement au général Bernard, ministre de la Guerre, ce qu'elle fait le 18 octobre 1837.

Le comte de Bordessoulle, fils du général Étienne Tardif de Pommeroux de Bordessoulle, écrit le 22 janvier 1838 au roi Louis-Philippe pour réclamer l'inscription du nom de son père sur l'Arc de Triomphe : « Votre majesté dont la sollicitude conservatrice s'est étendue sur toutes les gloires de la France, a dédié aux souvenirs de nos vieilles guerres l'arc de triomphe de l'Étoile. 380 généraux sont nommés dans les inscriptions de ses murailles comme dans les archives impérissables, et le nom de mon père, le lieutenant général comte de Bordessoulle ne s'y trouve pas. (...) J'ai longtemps ignoré cette inconcevable omission et c'est lorsque je pleurais sur la tombe de mon père que j'ai appris que son nom illustré par tant de courage et de loyauté était exclu des marches de l'Étoile et qu'une gloire conquise au prix de tant de sang n'avait plus d'asile que dans mon cœur ... » La lettre est transmise le 24 février 1838 au comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur.

Marie-Augustine Villatte, née de Salmon de La Brosse dont le mari le général Eugène Villatte est décédé en 1834, écrit au général Bernard, ministre de la Guerre, le 19 août 1838 pour réclamer la réparation d'une injustice, l'absence du nom de son mari sur l'Arc de Triomphe.

Le général François Pierre Joseph Amey écrit de Strasbourg, le 18 avril 1840, au général Despans-Cubières, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe de la barrière de l'Étoile. Il n'est pas sûr que son nom n'y soit pas déjà inscrit et écrit : « Je vous prie, Monsieur le Ministre, de donner vos ordres pour que le mien soit rétabli sur ce monument afin de réparer l'omission si toutefois elle avait eu lieu. »

Gustave Lhéritier de Chezelle, aide de camp du général Lalande, écrit le 19 avril 1840 au général Despans-Cubières, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père, le général Samuel François Lhéritier, décédé en 1829. Il écrit savoir qu'une commission vient d'être chargée de réparer les erreurs et les titres des réclamations. Ne connaissant aucun de ses membres ni qui préside cette commission, Lhéritier s'adresse au ministre : « Ma famille est extrêmement jalouse de retrouver le nom de mon père, le lieutenant général Lhéritier de Chezelle, parmi les noms de tous ses camarades qu'elle connaissait pour la plupart et qui se trouvent déjà inscrits sur ce beau monument ».

La baronne Favrat de Bellevaux, fille du général Joseph Dessaix décédé en 1834, écrit le 22 avril 1840 au général Despans-Cubières, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription du nom de son père sur l'Arc de Triomphe.

Les autres inscriptions, les 30 noms de grandes batailles gravés sur de grands motifs circulaires, sculptés au-dessous de la plateforme supérieure, ainsi que les 96 noms de batailles inscrits à l'intérieur du grand arc ne soulèvent pas d'objections notables, en dehors de celle de la duchesse de Maillé faite par erreur pour Hohenlinden, et celle de Soult à propos de Toulouse. Dans son soutien à l'inscription du nom de Desfourneaux, Soult signale en effet le 27 novembre 1839 que Toulouse manque dans les noms de bataille inscrits sur l'Arc de Triomphe. Même si la bataille du 10 avril 1814 a été une défaite face à Wellington, la résistance de Soult a été remarquable, surtout après l'abdication de Napoléon. Le choix des personnages représentés dans les hauts-reliefs ainsi que de celui des 39 personnalités de la République et de l'Empire sculptés dans la frise de 137 mètres, faisant le tour de l'Arc de Triomphe n'a semble-t-il soulevé aucune objection. Il faut aussi dire que, vu d'en bas ces personnages de près de 2 mètres de haut, sont à peine visibles et peu identifiables.

## Les 254 noms inscrits en 1841

Après toutes les remarques et les réclamations enregistrées depuis 1836, Thiers, président du Conseil, décide, en mai 1840, de nommer une commission qui avait déjà été envisagée en août 1836, pour choisir de nouveaux noms à ajouter sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile. Le 21 novembre 1840, Teste, le ministre des Travaux Publics, indique à Soult, nouveau président du Conseil, que l'on pourrait facilement ajouter aux noms déjà inscrits, 128 nouveaux noms, sur 2 colonnes de 16 lignes de part et d'autre de chacun des 4 tableaux. Soult nomme donc le 27 novembre 1840, une commission dont les membres sont tous des officiers ayant servi sous l'Empire. La présidence est assurée par le maréchal Oudinot et les membres sont Reille, Dode de La Brunerie, Petit, Pelet, Schneider et Michault de Saint-Mars qui est chargé de la fonction de secrétaire. Après la première réunion de la commission, 3 nouveaux membres sont ajoutés pour élargir les compétences de cette commission : Exelmans pour la cavalerie, Neigre pour l'artillerie et Rosamel pour la marine. La commission commence réellement ses travaux le 5 décembre 1840.

Dès que le public a eu connaissance de l'existence de cette commission, les réclamations reprennent.

Le général polonais Charles Kniaziewicz, probablement encouragé par le prince Czartoryski qui avait déjà signalé en août 1836, que le nom Kniaziewicz manquait sur l'Arc de Triomphe, réclame lui-même le 2 mai 1840. Il écrit au général Despans-Cubières, ministre de la Guerre au sujet de cette commission : « Je prends la liberté de vous prier, Monsieur le Ministre, de recommander à la dite commission le nom du soussigné qui a pris une part active aux campagnes d'Italie sous le général en chef Championnet où il commandait une Légion Polonaise et fut chargé de présenter au Directoire Exécutif, les drapeaux conquis sur l'ennemi... »

François Le Pomellec, maire de Saint-Brieuc et époux de la fille unique du général Jean Valletaux écrit dès le 1<sup>er</sup> juin 1840 pour réclamer au général Despans-Cubières, ministre de la Guerre, l'inscription du nom de son beau-père sur l'Arc de Triomphe. Le Pomellec joint un état des services du général Valletaux car il a lu dans les journaux qu'une commission devait apprécier les titres des généraux dont les noms avaient été oubliés.

Le 17 juillet 1840, le général d'artillerie Jean Baptiste Pelletier écrit au général Despans-Cubières, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe. Il rappelle les batailles où il a servi, à Friedland dans la division Verdier, à Smolensk, à la Moskowa, à Waterloo.

Le 25 juillet 1840, de Groslay près de Montmorency, l'officier de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis, de Lachaussée, écrit au général Despans-Cubières, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son beau-frère, le général Marie François Rouyer, décédé en 1824.

Après une première réclamation le 12 juin 1840, Adélaïde Édouard Le Lièvre marquis de La Grange, député de Gironde, écrit le 24 novembre 1840, au maréchal Soult, nouveau ministre de la Guerre depuis le 29 octobre et président du Conseil, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe, du nom de son père, le général Adélaïde Blaise Le Lièvre de La Grange, décédé en 1833 : « Permettez moi de réclamer contre un oubli dont mon père a été l'objet ; c'est une réparation que ses enfants jaloux de sa mémoire et fiers de la distinction qu'il s'est acquise

pendant sa longue carrière militaire, seront heureux de devoir de votre justice. Son nom n'a point été inscrit sur l'Arc de Triomphe, un lieutenant général qui avait gagné tous ses grades sur les champs de bataille de la Grande Armée, qui avait versé son sang à Valmy et à Heilsberg, qui a eu un bras emporté d'un boulet dans les plaines d'Essling, que Napoléon a distingué par les plus hautes fonctions. Je vous prie, Monsieur le Maréchal, de vouloir bien ordonner que le nom de mon père soit inscrit sur le tableau supplémentaire qui va être ajouté à l'Arc de Triomphe. Je vous demande encore que pour le distinguer du général Joseph Lagrange dont le nom y figure déjà, il y soit désigné par ses initiales, A. F. de la Grange. » Soult répond qu'une commission a été nommée pour réparer les omissions de l'Arc de Triomphe de l'Étoile, qu'il adressera la réclamation à la commission et qu'il se félicite de concourir à réparer cet oubli.

Le 28 novembre 1840, le général Jacques Marie Cavaignac écrit au maréchal Soult, ministre de la Guerre et président du Conseil, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe. Il s'exprime de façon très modérée presque détachée : « Mon nom se trouve omis ainsi que d'autres sans doute qui méritaient à juste titre d'y figurer à côté d'un grand nombre de ceux qu'on y voit inscrits. C'est le résultat probable d'un travail qui n'a pu être entouré de tous les éléments nécessaires et complets de la justice distributive. » Il présente ensuite longuement ses états de service. Le maréchal Soult écrit au maréchal Oudinot le 2 décembre 1840 pour lui transmettre la demande du général Cavaignac et informe ce dernier de cet envoi, le 8 décembre 1840.

Le 2 décembre 1840, le général Pierre François Marie Auguste Dejean écrit au maréchal Soult, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe. Il écrit qu'il venait d'apprendre qu'une commission présidée par Oudinot examinait les réclamations. Il ajoute : « Sur l'Arc de Triomphe, on lit bien le nom de Dejean, mais, par la place qu'il occupe et par les noms qui sont autour de lui, il est évident que c'est celui de mon père (Jean François Aimé Dejean) et je crois que, par mes services et l'emploi que j'ai exercé près de l'Empereur, je méritais aussi l'honneur d'être cité personnellement ».

La baronne Burthe, née Marguerite Susanne Delord-Sarpy, écrit le 5 décembre 1840 au maréchal Oudinot, pour réclamer l'inscription du nom de son mari, le général André Burthe. Sa lettre est cosignée par le général Jacques Gervais Subervie, député du Gers. Elle ajoute : « Je suis informée qu'à l'occasion du retour des cendres de l'Empereur Napoléon, on va inscrire, ajouter de nouveaux noms à l'Arc de Triomphe, pris parmi les anciens braves. »

Jules Antoine Paulin, maréchal de camp le 28 août 1839, ayant appris qu'il existait une commission chargée de l'examen des réclamations, écrit le 8 décembre 1840, au maréchal Soult, ministre de la Guerre, pour réclamer une nouvelle fois après sa demande de 1836, que le nom de son oncle, le général Sanson, soit inscrit sur l'Arc de Triomphe. Soult lui répond et transmet sa lettre au maréchal Oudinot.

Le baron Michel, auditeur au Conseil d'État, second fils du général Claude Étienne Michel tué à Waterloo, écrit le 12 décembre 1840 à un des généraux, membre de la commission de l'Arc de Triomphe pour rappeler que son frère, le comte Michel avait déjà réclamé en 1836 l'inscription du nom de leur père.

Le général Lahure écrit le 13 décembre 1840, de Wavrechain dans le Nord, au général Pelet, membre de la commission, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe. Il avait lui-même déjà réclamé le 6 août 1836.

A. de Loverdo, capitaine au corps royal d'État-major, écrit le 18 décembre 1840, au maréchal Soult, président du conseil des ministres, ministre de la Guerre, pour demander l'inscription « sur les marbres de l'Arc de Triomphe de l'Étoile » du nom de son père, le général Nicolas de Loverdo, décédé en 1837 : « Le nom du lieutenant général comte de Loverdo, mon père, n'est pas inscrit sur ce glorieux nobiliaire de la France. J'ai l'honneur d'adresser à votre Excellence un état des services de mon père écrit de sa main et signé de lui. »

Le maréchal Oudinot écrit au maréchal Soult le 19 décembre 1840 : « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 16 de ce mois et dans laquelle vous m'annoncez que la famille de Caulaincourt vous prie d'appeler mon attention et celle de la commission que je préside, sur le nom de M. le duc de Vicence et sur celui du général Auguste de Caulaincourt qui auraient été omis sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile. Le nom du général Auguste de Caulaincourt est inscrit sur l'Arc de Triomphe, mais effectivement celui du duc de Vicence n'y figure pas. Je m'empresserai de mettre sous les yeux de la Commission, lors de sa première réunion, la lettre que vous m'écrivez à ce sujet. »

Le baron Girard dit Vieux, ancien chef d'escadron et maire de Bains dans les Vosges, écrit le 21 décembre 1840, à Charles Marie Tanneguy Duchâtel, ministre de l'Intérieur, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père, le général Jean Pierre Girard dit Vieux. La sœur du baron Girard avait déjà réclamé en 1836.

Gustave Lhéritier qui avait déjà fait une réclamation en avril 1840, écrit le 24 décembre 1840 au général Neigre, membre de la commission, pour qu'il appuie sa demande d'inscription du nom de son père sur l'Arc de Triomphe.

Anne Aubry de La Boucharderie, née Bouillant écrit, le 28 décembre 1840, au maréchal Soult, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription du nom de son mari, le général Claude Aubry de La Boucharderie, tué à la bataille de Leipzig en 1813 : « Je n'entreprendrai point de faire valoir des droits ou citant ses exploits. Ils sont authentiques. Il me suffit de dire qu'il avait, je crois, l'honneur d'être connu de vous et que vous vous êtes trouvés plusieurs fois aux mêmes batailles. » En parallèle, et probablement sans concertation, G. Gauthier, contrôleur des contributions indirectes à Melun, écrit au général Neigre, le 9 décembre 1840, pour lui demander, en tant que membre de la commission de l'Arc de Triomphe de ne pas oublier un de ses parents, bien connu de Neigre, Aubry de La Boucharderie.

Le député du Calvados et maréchal de camp Jacques Louis Chatry de Lafosse écrit le 28 décembre 1840 au maréchal Soult, président du conseil des ministres, pour réclamer « que le nom de (son) oncle maternel, le lieutenant général comte Dumoustier, soit inscrit sous les voûtes de ce monument national » l'Arc de Triomphe. Il avait déjà réclamé en 1836 auprès du comte de Montalivet.

L'ancien secrétaire général du Loiret, de Briche écrit le 1<sup>er</sup> janvier 1841, au maréchal Soult, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe, du nom de son frère, le général André Louis Élisabeth Marie de Briche. Il agit au nom de sa belle-sœur veuve et de ses 3 enfants.

Jeanne Joséphine Grâce Dupont, née Bergon, veuve du général Pierre Dupont décédé en mars 1840, écrit au Roi le 2 janvier 1841, pour réclamer l'inscription du nom de son mari sur l'Arc de Triomphe. Ce dernier avait déjà réclamé en juillet 1836. Louis-Philippe se contente par son secrétaire de renvoyer la demande au maréchal Soult, sans commentaire.

Le 28 janvier 1841, Charles Pierre Doyen, receveur général de l'Aube, écrit au maréchal Soult pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son beau-père, le lieutenant général, vicomte Puthod : « Cette omission pénible pour ses enfans et pour sa famille, peut heureusement être réparée et votre excellence trouvera naturel que je vienne en leur nom, réclamer un honneur qui lui est si bien dû et que justifie suffisamment la notice ci-jointe ».

Le même jour, 28 janvier 1841, le vicomte de Foucher de Careil, neveu et ancien aide de camp du général Louis François de Foucher de Careil, décédé en 1835, réclame au maréchal Soult, ministre de la Guerre, l'inscription du nom de son oncle sur l'Arc de Triomphe. Sa fille avait déjà fait cette démarche en 1836.

Emma Margaron, fille du général Pierre Margaron, décédé en 1824, écrit de Tours le 11 février 1841, pour demander au maréchal Soult, ministre de la Guerre, que le nom de son père ne soit pas oublié sur l'Arc de Triomphe : « J'ose espérer, Monsieur le Maréchal, que ma demande ne vous paraîtra pas téméraire et que je trouverai en vous dans cette circonstance un

protecteur et un appui. » Son beau-frère, le lieutenant-colonel A. Couturier de Saint-Clair, écrit, de Paris, une lettre au maréchal Soult le 19 février 1841, pour demander aussi que le nom du général Margaron « un des premiers à ouvrir la glorieuse campagne de 1805 » ne soit pas oublié sur l'Arc de Triomphe.

Le général de brigade Victor Urbain Remond écrit le 13 février 1841, au maréchal Soult, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe : « Il vous sied mieux qu'à qui que ce soit, de reconnaître et de réparer les omissions de noms sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile ... Il y a trente ans que je suis dans le même grade et un millier de mes cadets sont devenus mes chefs : l'injustice me poursuivrait-elle jusque sur un monument ? »

Le général Pierre Boyer, inscrit en 1836, écrit le 15 février 1841, au maréchal Oudinot pour réclamer l'inscription sur les tables de l'Arc de Triomphe de l'Étoile, de son frère, le général de cavalerie Jean Baptiste Boyer, tué à la bataille de Leipzig. Il demande de s'adresser à Exelmans : « membre de la commission que vous présidez ...il donnera sur son compte les renseignements que justifiait la démarche que je fais en faveur de sa mémoire et pour honorer sa belle carrière militaire ».

Le général Nicolas François Roussel d'Hurbal écrit le 16 février 1841, au maréchal Soult, ministre de la Guerre, pour réclamer l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe. Cette demande fait suite à celle faite en 1836 par Christian Dumas, aide de camp du roi Louis-Philippe. Il rappelle : « Mon titre de lieutenant général vient de l'Empereur. Il m'a nommé en 1812 à Simorgoni (Smorgoni) avant de quitter l'armée. »

Le 19 février 1841, le ministère de la Guerre procède à l'expédition d'un état des services du général Jean Baptiste Delaroche, qui avait réclamé pour l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe, le 15 août 1836.

Magdeleine Eugénie Poitevin de Maureillan, née Pieyre, écrit le 24 février 1841 à Charles Marie Tanneguy Duchâtel, ministre de l'Intérieur, pour réclamer en son nom et au nom de ses enfants la réparation de l'oubli de l'inscription du nom de son mari, le général Jean Étienne Poitevin de Maureillan, décédé en 1829. Sa demande est transmise à Teste, ministre des Travaux Publics qui renvoie la demande au maréchal Soult, ministre de la Guerre, pour qu'elle soit mise sous les yeux de la commission de l'Arc de Triomphe.

Le 4 mars 1841, Teste écrit au maréchal Soult pour lui signaler que la veuve du général Pascal Antoine Fiorella et ses 2 filles sollicitent l'inscription du nom de Fiorella sur l'Arc de Triomphe. Soult transmet la demande au maréchal Oudinot qui lui répond, le 14 mars 1841, que la demande sera examinée avec soin par la commission.

Après 3 mois de travail, la commission propose 233 noms de personnages ce qui dépasse notablement les 128 places prévues. Teste en fait la remarque à Soult qui répond le 31 mars 1841 : « Loin de consentir à retirer un seul nom à la liste établie par la Commission, je serais au contraire disposé à en ajouter quelques-uns qui ont été omis. L'objection qu'on ne saurait inscrire des noms sur les faces du monument ne constitue à mes yeux une difficulté réelle, quel que soit le manque d'harmonie qui pourrait en résulter ; je le préférerais encore au moindre oubli... J'ajouterais même que cette singularité serait à mon avis de très bon goût car les noms illustres contribueront plus à la splendeur du monument que ne le feraient les plus brillants ornements d'architecture. D'après ces considérations, je vous prie de trouver bon que j'insiste pour que tous les noms dont il s'agit soient gravés sur l'Arc de Triomphe, autrement il faudrait les exclure tous ; mais j'aime à croire que ce n'est pas à ce dernier parti que vous vous arrêterez ».

Teste et Blouet se décident donc à prévoir 128 nouvelles possibilités, en ajoutant de part et d'autre de chaque tableau, une nouvelle colonne de 16 lignes, même si ces nouvelles colonnes ne sont pas dans le même plan que le reste de chaque tableau. Ils décident en plus d'ajouter au-dessus, 32 noms de batailles, à raison de 4 de part et d'autre de chaque motif sculpté de

victoire. Cet ajout ne sera pas fait, lui aussi, dans le même plan que celui des victoires et des tableaux et il permettra ainsi de rendre moins inesthétique l'aspect de l'ensemble.

Ces nouvelles possibilités connues relancent les réclamations.

Le 13 avril 1841, l'ancien Receveur des Domaines Foullon écrit au maréchal Soult pour demander l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom du général Jean-Pierre Boucret, décédé en 1820 : « Ses honorables services, sa conduite louable lors du blocus par les Anglais de Belle-Ile-en-Mer, son désintéressement sans bornes dans les expéditions de la Vendée dont j'ai été témoin sont autant de titres qui me portent à solliciter de vous cet acte de justice duquel je serai reconnaissant toute ma vie. » Il renouvelle sa réclamation le 3 octobre 1841.

Le général Nicolas Schmitz demande le 17 avril 1841 au maréchal Oudinot « père de la Grande Armée » que son nom soit inscrit sur l'Arc de Triomphe. Il écrit ensuite au maréchal Soult le 22 avril avec une copie de sa lettre précédente.

Le 17 avril 1841, le maréchal Oudinot écrit au maréchal Soult que la demande d'Émile Malye ne peut être retenue. Ce dernier demandait que le nom de Malher soit remplacé par le nom d'Étienne Malye, son père, décédé en 1821. Émile Malye indiquait que l' « erreur d'orthographe » était probable car le général Malher inscrit sur le pilier nord de l'Arc de Triomphe n'avait jamais combattu dans les armées du Nord comme son père. Cette assertion est erronée et Oudinot indique que c'est bien le général Malher qui a été choisi en 1836 et non le général Malye.

Dans la même lettre du 17 avril 1841 à Soult, Oudinot indique que Poitevin de Maureillan est proposé pour être inscrit mais que « Boucret n'a pas le même avantage ».

Le maire de Saint-Brieuc, François Le Pomellec, suit de près le dossier des inscriptions sur l'Arc de Triomphe et réclame à nouveau le 7 juin 1841, pour son beau-père, le général Valletaux. Il s'adresse au maréchal Soult, ministre de la Guerre et aussi président du Conseil depuis le 29 octobre 1840. Sa demande se fait plus pressante : « J'ai appris que bien que le nombre des nouveaux noms proposés pour l'inscription soit fort considérable, celui de mon beau-père n'a pas été jugé digne de figurer sur un monument dont les premières assises ont été cimentées de son sang... ».

Le 9 mai 1841, le vicomte Prosper de Chasseloup-Laubat, conseiller d'état et député de la Charente inférieure, et le marquis Justin de Chasseloup-Laubat, député de la Seine inférieure, respectivement 3<sup>e</sup> fils et fils aîné du général François Charles Louis de Chasseloup-Laubat, décédé en 1833, écrivent au maréchal Soult pour approuver l'inscription du nom de Chasseloup sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile. Ils demandent cependant une modification de l'inscription car seul le nom de Chasseloup y est inscrit : « Nous vous prions de bien vouloir faire ajouter le nom de Laubat au nom de Chasseloup qui est déjà gravé tout en le laissant à la place qu'il occupe sur l'Arc de Triomphe. » Ils demandent cette modification pour éviter la confusion avec un adjudant général du nom de Chasseloup. Cette demande est prise en compte mais au lieu de refaire la gravure au même emplacement, le nom de Chasseloup est maintenu tel qu'il était. Il est ajouté, dans la prolongation du nom de Chasseloup, un trait d'union et un petit at qui est gravé comme un exposant au-dessus du nom. C'est probablement une des premières modifications d'une gravure. Elle est précédée, accompagnée ou suivie d'une modification déjà demandée en 1836 et 1839, la transformation du nom de Pigeon en Pijon. Cette modification a entraîné le changement du bloc de pierre supportant le nom de Pigeon et l'on voit toujours bien, à l'heure actuelle, les limites du nouveau bloc où est inscrit le nom de Pijon.

Le 15 août 1841, Bruno de Rouvre, ancien aide de camp du général Nicolas Desbrulys, écrit au maréchal Soult pour réclamer l'inscription du nom de son chef sur l'Arc de Triomphe. Desbrulys s'était suicidé le 25 septembre 1809 à Saint-Denis sur l'île Bonaparte (la Réunion) plutôt que de se rendre aux Anglais. De Rouvre ne parle pas de ce suicide dans sa lettre mais indique assez maladroitement que la commission de l'Arc de Triomphe n'a pas retenu sa

demande, sous prétexte que le général Desbrulys était peu connu ! Soult se contente de transmettre, sans commentaire, la demande au maréchal Oudinot, président de la commission de l'Arc de Triomphe.

Le 10 septembre 1841, Pierre Michel Pille demande au maréchal Soult que le nom de son oncle, le général Louis Antoine Pille, décédé en 1828, soit inscrit sur l'Arc de Triomphe. Son seul titre de commissaire du mouvement des armées de Terre dirigeant le ministère de la Guerre, sous-entendu comme Soult, et organisant les 14 armées de la République doit lui faire éviter l'oubli. Pierre Michel Pille rappelle qu'il a déjà fait une demande le 8 août 1836 et une autre au début de l'année 1841. Il renouvelle sa demande le 5 décembre 1841.

Avec l'approbation de Soult, une première liste des noms à inscrire sur l'Arc de Triomphe est établie par la Commission le 2 octobre 1841 et transmise à Jean Baptiste Teste, ministre des Travaux Publics.

Le 10 octobre 1841, l'ancien inspecteur des forêts « comte de Vaux » écrit de Châteauroux au maréchal Soult pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son frère, le « lieutenant général comte Pierre de Vaux » qui est plus modestement le général de brigade baron Pierre Devaux, décédé en 1819.

Le 12 octobre 1841, Delong, ancien préfet et beau-frère du général de Lafon-Blaniac, écrit au maréchal Soult pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son beau-frère.

Le 15 octobre 1841, Charles Pierre Doyen, receveur général de l'Aube, écrit au maréchal Soult pour réclamer de nouveau l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son beau-père, le général Puthod. Soult lui répond le 23 octobre 1841 pour lui signaler que « son beau-père, le lieutenant général, vicomte Puthod figure sur la liste arrêtée par la commission chargée d'examiner les réclamations relatives aux inscriptions de l'Arc de Triomphe de l'Étoile » et conclut : « Je puis donc vous en donner l'assurance que l'omission contre laquelle vous aviez réclamé, sera réparée. »

Le 16 octobre 1841, les vice-amiraux Jean Baptiste Philibert Willaumez et Maurice Julien Emeriau signalent au ministre de la Marine Victor Guy Duperré, que leurs noms ont été oubliés d'être inscrits sur l'Arc de Triomphe.

Le 22 octobre 1841, le baron Ferdinand Pierre Théodore Miquel, ex-capitaine d'infanterie, demande au maréchal Soult, au nom des enfants du général Pierre Miquel, décédé en 1819, que le nom de leur père soit inscrit sur l'Arc de Triomphe. Soult annote le courrier en demandant de s'assurer que Miquel fasse partie de la nouvelle liste des noms à inscrire. Si ce n'est pas le cas, il écrit qu'il est dommage que la réclamation soit aussi tardive car le général Miquel mérite d'être inscrit. Le baron Miquel écrit une nouvelle fois le 18 novembre 1841. Soult répond à ce second courrier en disant que la demande a été transmise à Oudinot.

Le 11 novembre 1841, le fils aîné du général Jean François Berruyer qui était gouverneur des Invalides jusqu'à son décès en 1804, écrit au maréchal Soult pour réclamer l'inscription du nom de son père, « à côté de tous ces noms illustres que l'Arc de Triomphe de l'Étoile signale à la reconnaissance du pays et à l'admiration du monde entier ». Il ajoute que le nom Berruyer est à inscrire en mémoire de son père ou de son frère, le général Pierre Marie Auguste Berruyer qui défendit Soissons en 1814.

Le 19 novembre 1841, la baronne de Sordeval écrit au maréchal Soult qu'elle ne comprend pas pourquoi « les noms des médecins Larrey et Percy se trouvent admis à l'honneur d'être inscrits sur l'Arc de Triomphe » et pas celui de son père, le médecin René Nicolas Dufriche Desgenettes, décédé en 1837, qui mérite le même honneur. Soult transmet cette lettre à Oudinot le 23 novembre 1841.

Le 20 novembre 1841, le baron Girard dit Vieux ayant appris que le nom de son père devait être gravé sur l'Arc de Triomphe remercie le maréchal Soult. Il ajoute que son père s'étant particulièrement distingué en 1796 dans la campagne de Moreau en Allemagne, dans l'« opération aussi mémorable du col de l'Enfer », il souhaite que le nom col de l'Enfer soit

ajouté au nom Girard : « On m'a assuré que les échafaudages étaient encore autour de l'Arc de Triomphe et si vous daignez accueillir ma très humble supplique, il y aura possibilité d'ajouter sans grand frais après le nom du général Girard, les mots col d'Enfer ». Soult répond le 27 novembre 1841 que les noms des généraux ne sont pas suivis des actions d'éclat qui leur appartiennent.

Avec les 128 nouvelles possibilités, la commission pourrait ajouter 23 noms pour compléter son premier choix de 233 noms. Elle n'en a que 21 à proposer le 26 novembre 1841. La décision est alors prise le 15 décembre 1841 de graver ou de finir de graver les 254 noms retenus.

Parmi les 254 nouveaux noms, il y a un maréchal de France Clarke, l'ancien ministre de la Guerre de Napoléon et deux futurs maréchaux, Dode de La Brunerie membre de la commission, et d'Ornano. La place des amiraux a été bien défendue au sein de la commission par Rosamel puisque leur nombre passe de 13 à 25. Les intendants généraux qui n'étaient représentés que par Mathieu Dumas voient leur nombre passer à 5. Quant aux médecins militaires, Saint-Cyr-Nugues n'en avait retenu aucun. La commission en retient 3 : Desgenettes, Larrey et Percy. Par contre, la commission n'a pas poursuivi dans le sens des choix de Nugues en ne retenant aucun nom de colonel ou d'officier de grade inférieur à celui de colonel.

Parmi les nouveaux généraux, on note la présence discrète du roi Louis-Philippe, ancien duc de Chartres, sous la désignation Chartres, en haut de la première colonne du tableau sur le pilier nord. Ce dernier figurait déjà mais encore plus discrètement, sur le haut-relief de la bataille de Jemmapes. Pour le choix des nouveaux noms de généraux, la commission a sûrement suivi certaines règles. Ainsi, elle ajoute aux 4 noms déjà présents de généraux français tués à la bataille de la Moskowa (Caulaincourt, Compère, Marion, Montbrun) 6 autres noms de généraux également tués à cette bataille (Damas, Huard, Lanabère, Plauzonne, Romeuf, Tharreau) ce qui fait que tous les généraux français tués à la Moskowa sont inscrits sur l'Arc de Triomphe. Il en est de même pour les généraux français tués à Wagram : à Gautier et Lasalle sont ajoutés Duprat et Guiot de Lacour.

Parmi les nouveaux noms de bataille inscrits, on note celui de Toulouse pour lequel Soult avait réclamé en 1839.



## Les 14 noms inscrits en 1842

Les 638 noms de héros inscrits au début de l'année 1842 correspondant aux 384 noms choisis en 1836 et aux 254 choisis en 1841. Ils sont disposés sur les 4 piliers à l'intérieur des petits arcs de l'Arc de Triomphe de l'Étoile, à raison de 10 colonnes de 16 lignes. Le total de 638 noms ne peut s'obtenir qu'avec une ou deux colonnes incomplètes.

Pour rendre l'explication plus claire et retrouver plus rapidement un nom, nous appellerons les colonnes du tableau du pilier nord, en partant de gauche vers la droite, n° 01 à 10, les colonnes du tableau du pilier est, n° 11 à 20, celles du pilier sud, n° 21 à 30 et enfin celle du pilier ouest, n° 31 à 40 (voir schéma de l'Arc de Triomphe).

Les dernières inscriptions montrent deux colonnes incomplètes, la colonne 09 sur le pilier nord et la colonne 22 sur le pilier sud. Dans les deux cas, c'est la ligne du bas qui n'est pas remplie.

Dès le 7 décembre 1841, Soult avait observé que 3 des membres de la commission n'étaient pas inscrits sur l'Arc de Triomphe. Il décide ce jour de les inscrire pour ne pas renouveler l'impair de l'absence de Saint-Cyr-Nugues sur les tableaux de 1836. Il demande donc encore une fois à l'architecte Blouet de trouver de nouvelles places.

Accompagné du général Du Rocheret, Blouet fait un repérage sur les tableaux de l'Arc de Triomphe. Il indique que l'on pourrait inscrire 12 nouveaux noms, 3 par tableau, en créant une nouvelle ligne sous les 16 lignes existantes. A ce niveau se trouvent déjà gravés 10 croix d'honneur. Blouet indique que les noms pourraient être inscrits entre ces croix d'honneur, à cheval entre deux colonnes. Il ne peut pas en prévoir plus de 3 par tableau car la première et la dernière colonne ne sont pas dans le même plan.

Cette nouvelle possibilité est indiquée à la commission qui reçoit dans le même temps de nouvelles lettres de réclamation.

Le 6 janvier 1842, le ministère de la Guerre reçoit une lettre du 16 décembre 1841, adressée au roi Louis-Philippe et provenant du baron Huber, maire d'Alger. Il réclame une faveur, que l'on n'oublie pas sa demande d'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père, le général Pierre Huber, décédé en 1832. Le baron Huber explique que ne pouvant se déplacer, il avait chargé sa femme d'écrire au maréchal Soult, ce qu'elle avait fait le 5 septembre 1841. Il dit qu'elle avait reçu les témoignages de bonne volonté d'Oudinot, Pelet, Petit, Exelmans et Neigre.

Le 9 janvier 1842, Marie Anne Antoinette Poret de Morvan, née Morvan de Marne, veuve du général Paul Poret de Morvan, écrit à Soult, ministre de la Guerre et président du Conseil pour demander l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son mari, décédé en 1834. Elle accompagne sa demande d'une lettre de soutien dans son action, écrite par A. Denis, député du Var. Elle renouvelle sa demande par une nouvelle lettre, le 28 avril 1842.

Le 19 janvier 1842, d'Auxerre, H. Moreaux, un des petits-fils du général Jean Moreaux, décédé en 1795, demande que le nom de son grand-père soit inscrit sur l'Arc de Triomphe. Il écrit que son seul titre de général en chef de l'armée de Moselle doit le sauver de l'oubli.

Le 30 janvier 1842, le général Hippolyte Marie Guillaume de Rosnyvinen de Piré écrit au maréchal Soult la lettre suivante :

« 9<sup>E</sup> DIVISION MILITAIRE  
Cabinet du Lieutenant Général

Montpellier le 30 janvier 1842

Cabinet du Ministre

à M. Le Maréchal Ministre de la Guerre

Monsieur le Maréchal,

De tous les dénis de justice qu'on m'a fait éprouver depuis 1830 et que je subis encore, le plus douloureux pour moi, et celui qui m'a le plus sensiblement affecté, a été l'omission de mon nom parmi ceux de mes camarades sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile.

Lorsque vous avez ordonné qu'une commission présidée par M. le Maréchal duc de Reggio, sous les ordres duquel j'ai beaucoup servi, reçut les réclamations des généraux oubliés, par erreur sans doute mais par une erreur blessante pour moi, je m'empressais d'adresser mes états de service à cette commission espérant qu'elle accueillerait mes titres ou qu'elle y ferait droit. En effet M. le duc de Reggio m'a fait écrire officiellement que la commission à l'unanimité avait décidé que mon nom figurerait parmi ceux à inscrire sur l'Arc de Triomphe où il aurait dû être placé l'un des premiers. Quelle a donc été ma surprise, Monsieur le Maréchal, en lisant dernièrement dans *le Moniteur* la liste de 50 généraux au moins dont quelques uns sont connus dans toute l'armée comme n'ayant jamais exercé de commandement de troupes mais qui vont partager avec les plus illustres cette haute récompense nationale en même temps que je suis encore une fois oublié. Oublié, Monsieur le Maréchal, n'est pas le mot que je dois employer. Car la commission ayant pris une décision en ma faveur, c'est rayé que je devrais dire, par ordre supérieur sans doute, comme je l'ai déjà été dans d'autres circonstances. Le burin de l'Histoire sera donc aussi brisé pour moi et, si l'on faisait une nouvelle édition des immortels bulletins de la Grande Armée, il est probable qu'on en arracherait les pages où l'Empereur comblait d'éloges mon zèle, mon dévouement et mon courage.

Tant de persévérance à me poursuivre jusque dans les plus chers intérêts de mon honneur est d'autant plus incompréhensible qu'en ce moment même, Monsieur le Maréchal, vous faites inaugurer dans les salons du dépôt de la Guerre, l'un de mes plus brillants faits d'armes, le tableau du combat de Roquencourt (Rocquencourt), dernier fleuron de la couronne de gloire de la Grande Armée, combat dans lequel les troupes uniquement sous mes ordres ont pris et taillé en pièces deux régiments prussiens !

C'est donc le vainqueur de Roquencourt (Rocquencourt), celui qui par ailleurs a payé de sa personne à 33 batailles rangées et à plus de 150 combats d'avant-garde, l'émule et le camarade des Exelmans, Pajol, Montbrun et Lasalle qui est ainsi traité ! Et cela alors que le Ministre de la Guerre est le plus grand capitaine de l'Europe, celui sur lequel reposent toute la confiance, toute l'estime et toute la vénération de l'armée entière. Non, Monsieur le Maréchal, il n'est pas possible qu'une pareille injustice soit sanctionnée par vous, car rien ne peut l'expliquer ni l'excuser envers un soldat tel que moi et des services tels que les miens !

Agréez, Monsieur le Maréchal, l'assurance de mon entier dévouement et de mon très profond respect.

Le Lieutenant Général Commandant la 9<sup>e</sup> Division Militaire  
signé Piré

P. J. Je ravis devoir joindre à la présente le Bulletin du 2 juillet 1815 avec mes observations. »

Après cette réclamation passionnée, le nom de Piré figure le 10 février 1842 sur une liste de 7 nouveaux noms à inscrire sur l'Arc de Triomphe : Les 3 membres de la commission de l'Arc de Triomphe, c'est-à-dire le vice-amiral Rosamel et les généraux Schneider et Michault de

Saint-Mars, l'intendant général Denniée et les généraux Chamorin, Pille et Piré, avant que l'on ne s'aperçoive que la réclamation pour Piré était faite par erreur car le nom du général de Rosnyvinen de Piré était déjà inscrit depuis 1841, sous le nom Piré, en colonne 02.

Le 1<sup>er</sup> février 1842, Augustina de Zabala épouse de Lamorendière, née au Mexique, écrit à Soult une lettre en excellent français pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe, du nom de son mari le général Étienne Robert de Lamorendière, décédé en 1837. Cette demande est très habile car elle souligne que l'action de son mari durant la bataille de Toulouse en 1814 a permis de renforcer la gloire de Soult.

Le baron Joseph Sibuet, auditeur au Conseil d'État, écrit le 6 février 1842 au maréchal Soult pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père, le général Benoît Sibuet, tué en Silésie en 1813. Il dit avoir déjà fait une première demande auprès du ministre de l'Intérieur en 1838, sans résultat.

Le baron Chamorin écrit le 9 février 1842 au maréchal Soult pour demander l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père, le général Vital Chamorin, tué en Espagne en 1811, car il fait partie de ceux « qui l'ont chèrement et glorieusement acheté en le payant du prix de leur vie dans la sanglante chaleur d'une mêlée ». Il avait déjà écrit le 8 décembre 1841 ainsi que sa mère Marie-Victoire, née Boulée, pour indiquer que le général Chamorin avait été oublié car son nom avait pu être confondu, selon ce qu'aurait dit le général Michault de Saint-Mars, avec celui du général Chesnon de Champmorin inscrit en 1836.

L'intendant militaire Pierre Paul Denniée écrit le 9 février 1842 au maréchal Soult pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père décédé en 1829, l'intendant général Antoine Denniée : « Je viens d'avoir la douleur d'apprendre que la commission chargée d'apprécier les titres de ceux dont le nom est digne d'être inscrit sur l'Arc de Triomphe a désigné 4 administrateurs des armées : MM. Petiet, Villemazy, Daru, Daure. Ainsi, Monsieur le Maréchal, les droits de mon père ont pu être méconnus ; c'est un fait que je porte avec toute confiance au tribunal de votre équité parce que vous, Monsieur le Maréchal, qui avez honoré mon père de votre estime particulière, savez réparer les injustices ou les erreurs ». Soult transmet cette lettre à Oudinot le 15 février et répond le même jour à Pierre Paul Denniée : « Je n'avais attendu votre juste réclamation pour remarquer l'omission dont vous vous plaignez et aviser aux moyens de la réparer. L'estime que je portais à Monsieur votre père et la vénération que j'avais pour lui, étaient des motifs plus que suffisants pour m'y engager. Je regrette toutefois que vous ne vous soyez pas pourvu plus tôt près de la commission car je suis persuadé qu'elle se serait empressée de prendre en considération les titres si honorables de Monsieur l'intendant général Denniée ».

S. de Verdière, avocat aux Conseils du Roi, écrit au maréchal Soult le 23 février 1842 pour réclamer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père le général Jean Christophe Colin dit Verdière, décédé en 1836.

Marie-Sereine Gros, née Dubernard, écrit le 24 mars 1842 pour signaler au ministre de la Guerre, le maréchal Soult, l'oubli de l'inscription sur l'Arc de Triomphe, du nom de son mari, le général Jean Louis Gros, décédé en 1824. Elle indique que leurs deux fils ont suivi les traces de leur père, l'un sert la Patrie et l'autre l'a servie jusqu'à mourir au champ d'honneur en Afrique.

Le 16 avril 1842, Pierre Paul Denniée écrit de nouveau au maréchal Soult : « J'ai eu l'honneur de me rendre chez Monsieur le Maréchal duc de Reggio : « Comment, m'a-t-il dit, a-t-on pu oublier le nom de Monsieur votre père ? Il fallait donc venir me voir. Mais c'est trop juste. - Monsieur le Maréchal, ai-je répondu, j'ai adressé une demande à la commission. - Vous avez adressé une demande mais on ne me l'a pas présentée. - Monsieur le Maréchal, ai-je ajouté, je l'ai remise en mains propres au secrétaire de la commission. - Je me suis absenté quelque temps. Peut-être l'aura-t-on trié en mon absence ». Je me suis présenté chez mon honorable ami, Monsieur le général Schneider ; il m'a dit comme Monsieur le duc de Reggio que cela

était trop juste, que le nom de mon père avait été prononcé mais qu'il n'avait jamais vu de lettre de moi. Monsieur le général Pelet que j'ai eu l'honneur de voir m'a répété que le nom de mon père était à lui seul la plus belle recommandation. Cependant, Monsieur le Maréchal, rien ne se fait et rien ne se fera sans votre autorité. D'abord la commission a répondu qu'elle était dissoute. Votre Excellence m'a notifié qu'elle ne l'était pas. La commission aurait dit qu'il n'y avait pas de places libres sur le monument. Votre Excellence a répondu qu'il y en avait douze ». Soult répond le 21 avril à Pierre Paul Denniée : « J'ai écrit à Monsieur le Maréchal duc de Reggio pour l'inviter à faire porter le nom de Monsieur votre père en tête de tous ceux qui figurent sur la liste supplémentaire... L'inscription du nom de Monsieur l'intendant général Denniée sur l'Arc de Triomphe n'a jamais fait l'objet du moindre doute dans mon esprit ». Soult écrit cependant à Oudinot duc de Reggio le 21 avril pour lui confirmer le choix de Denniée et attend le 24 mai pour écrire à Pierre Paul Denniée : « J'ai l'honneur de vous informer que le nom de Monsieur votre père est du nombre de ceux qui viennent d'être désignés pour être inscrits sur les tables de l'Arc de Triomphe de l'Étoile. C'est un acte de justice auquel je m'applaudis d'avoir pu prendre part ».

Le maréchal Soult reçoit le 3 mai 1842, une lettre de P. Legros Saint-Ange, née Duprès qui demande l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père, le général Claude Duprès, tué à Bailén. Elle indique que le général Foy dans son livre de la guerre de la Péninsule fait l'éloge de son père « ce vieux guerrier recommandable pour l'assemblage des vertus guerrières » tué en rencontrant les troupes « que commande le brigadier don Francisco de Saavedra ». La fille de Duprès a plein d'idées pour arriver à ses fins. Elle propose : « Jusqu'à présent les noms des généraux n'ont été inscrits que dans l'intérieur de l'Arc de Triomphe. On pourrait en graver à l'extérieur, sur les côtés où il n'y a pas de bas-reliefs ; alors on satisferait toutes les personnes qui font de justes demandes et Monsieur le Ministre éprouverait la satisfaction de faire beaucoup d'heureux ». Elle avait déjà écrit le 6 mars 1842 à Soult pour proposer l'inscription sur l'Arc de Triomphe du nom de son père, à ses frais ! Elle ajoutait qu'elle avait noté qu'il restait 6 cases en blanc pour de nouvelles inscriptions.

Le 7 mai 1842, Martineau, secrétaire général au ministère de la Guerre résume dans un rapport les propositions d'inscription des derniers noms. Il soumet ce rapport à Soult avec 20 nouveaux noms. Les 3 premiers noms sont ceux des membres de la commission pour lesquels Soult a déjà décidé l'inscription : le vice-amiral Rosamel et les généraux Schneider et Michault de Saint-Mars. Les 3 noms suivants sont ceux que Soult a aussi déjà décidé d'inscrire : les généraux Pille et Chamorin et l'intendant général Denniée. On retrouve ensuite les généraux suivants : Huber, Poret de Morvan, Duprès, Sibuet, Moreaux, de Conchy, Berruyer, général de division mort en germinal an 12, gouverneur des Invalides, Lamorendière, Desbrulys, Boucret, Miquel, Verdière, Gros et Pierre Devaux.

Pour le général Berruyer, c'est une erreur car il est déjà inscrit sur le pilier ouest, en colonne 31, à moins que Martineau n'ait pu considérer que c'était le fils de ce dernier, le général de cavalerie, Pierre Marie Auguste Berruyer qui était déjà inscrit.

Le 14 mai 1842, Joseph Sibuet réclame à nouveau auprès de Soult pour que son père fasse partie de la liste des derniers inscrits. Le maréchal lui répond, le 18 mai 1842, par la négative en écrivant que le « défaut absolu d'espace rend impossible matériellement d'admettre aucune inscription nouvelle ». Joseph Sibuet ne se décourage pas et écrit une nouvelle fois à Soult, le 19 mai 1842, la lettre suivante :

« Monsieur le Maréchal,

Ce n'est pas comme vous me l'écriviez dans votre lettre du 16 mai, mais ce 14 mai que je vous ai adressé une réclamation relative à mon père, le général Sibuet. Depuis plus de deux mois, je vous avais écrit pour cette affaire que j'ai suivie, soit au ministère de la Guerre ou des

Travaux Publics, soit à la Légion d'honneur. J'ai vu tous les membres de la commission que vous avez nommés, tous m'ont affirmé qu'il avait été admis en principe par la commission que les noms des officiers généraux tués sur le champ de bataille seraient inscrits sur l'arc de Triomphe de l'Étoile. Cette déclaration m'a été faite d'une manière positive entre autres par les généraux Schneider, Petit, l'amiral Rosamel et le général Dode qui m'a dit avoir été chargé de faire des recherches et de prendre les noms des tablettes historiques de Versailles. Le nom de mon père n'était pas encore inscrit à Versailles à cette époque parce qu'ayant été tué en 1813 seulement. Il n'a été inscrit que lorsque l'on est arrivé à l'histoire de cette dernière période de l'Empire, autrement il n'y a pas de doute que son nom ait été pris avec les autres puisque le général Exelmans m'a dit que l'on avait été un moment embarrassé pour trouver la seconde liste, lorsqu'elle a été demandée à la commission, et il a ajouté : si vous aviez alors réclamé, il est positif que le nom de votre père eut été compris. Je sais que plusieurs noms ont été désignés pour être gravés sans avoir été choisis par la commission qui dès lors a refusé de continuer le dernier travail qui n'est pas l'œuvre de la commission. Je crois que le nom de mon père devait être présenté à la commission et il ne l'a pas été. Tous les généraux qui la composent m'avaient donné leur parole que le nom de mon père serait compris dans ce dernier travail, M. le Maréchal Reggio me l'avait aussi fait espérer et j'ai appris des généraux Reille et Petit comment il s'est fait que ce n'est pas la commission qui a désigné les derniers noms, raison pour laquelle le nom de mon père n'a pas été compris.

J'ai nommé au général Teste, mon ami et celui de mon père, les dernières listes données pour être inscrites et il m'a assuré que plusieurs de ces officiers n'étaient pas généraux sous l'Empire et qu'il y avait des noms d'intendants qui se sont gorgés d'or tandis que mon pauvre père qui a versé tout son sang pour le pays et qui n'a laissé que sa gloire après lui à ses enfants est livré à l'oubli.

Mon père n'est pas le seul de la famille qui ait sacrifié sa vie pour le pays, le général Morand mon grand-père, a été tué aussi en 1813 devant Lunebourg et Montbrun mon oncle est mort à la Moskowa. Mon nom avait été illustré déjà dans les armées. Le Maréchal de Saxe avait pour aide de camp un de mes aïeux. Voilà Monsieur le Maréchal, tous les services rendus au pays par ma famille. Que l'on cherche en France et je défie que l'on trouve plus de malheurs réunis sur une seule famille. Mais c'est ainsi qu'en France on sait se souvenir des services passés ! Ainsi on décourage, ainsi on éloigne du gouvernement des gens de cœur prêts à suivre l'exemple de leurs pères. Quant à moi, je suis décidé à tout pour faire obtenir à mon père la réparation qui lui est due et il a répandu tout son sang pour me laisser un peu de gloire, je ferai tout pour la conserver. Je vais m'adresser au Roi qui l'a assuré lorsqu'il était aide de camp de Masséna. J'ai commencé par m'adresser à vous, Monsieur le Maréchal, mais vous me permettrez de ne pas accepter les raisons qui me sont données dans votre lettre, ce 15 mai, à savoir que ma réclamation a été faite lorsque les listes étaient closes.

Si je ne puis obtenir justice, j'enverrais ma démission, ne voulant pas continuer de servir un gouvernement aussi oublieux des devoirs rendus. L'Arc de Triomphe a été élevé aux soldats de l'Empire et non aux soldats de la Restauration, je tiens tous les fils de cette affaire et chargerai la preuve de mon dernier mot.

Pardon, Monsieur le Maréchal, de vous ennuyer si longtemps mais le nom de mon père à laver d'un affront, donne du courage ; si il n'avait pas été tué et qu'il fut là pour parler, sans doute son nom eut été gravé.

Mais ma lettre ne sera pas lue par vous, peut-être cependant, j'ose espérer que pour une affaire dont déjà vous aviez daigné vous occuper, vos ordres seront pris.

Je vous prie, Monsieur le Maréchal, de n'interpréter en mal aucun passage de ma lettre et de n'y voir que le sentiment blessé d'un culte voué par un fils à son père. J'ose encore espérer, Monsieur le Maréchal, que vous prendrez en pitié ma triste position et je finis en vous

déclarant que j'userais jusqu'à mon dernier air et jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour obtenir la réparation qui m'est due.

Veillez recevoir l'assurance du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Maréchal, votre très humble et très obéissant serviteur.

signé Baron Sibuet  
auditeur au Conseil d'État  
52 rue Neuve Saint-Augustin »

Paris, 19 mai 1842

En marge de ce courrier Soult, de guerre lasse, écrit : « Faire comprendre dans la liste supplémentaire des noms qui doivent être inscrits sur l'Arc de Triomphe celui du général Sibuet et en prévenir son fils - Le ministre »

Par le nombre de ses démarches et en menaçant de démissionner de son poste d'auditeur au Conseil d'État, Joseph Sibuet montre sa passion pour cette affaire. Il pense avoir gagné mais c'est sans compter avec Martineau, secrétaire général du ministère de la Guerre qui rédige un rapport destiné à Soult, le 27 mai 1842, jour de la décision de graver les 14 derniers noms. Le nom de Sibuet n'a pas été retenu. Martineau explique qu'il n'a jamais été question d'inscrire sur l'Arc de Triomphe tous les noms des officiers généraux tués au combat, que par exemple Duprès, tué à Bailén n'a pas été retenu, qu'il n'a jamais été question non plus de ne retenir que les noms de ceux dont les familles réclamaient. Soult n'insiste pas et les 14 noms suivants sont donc gravés en 1842 :

Chamorin, Denniée, Gros, Grundler, Huber, Lamorendière, Michault de Saint-Mars, Miquel, Moreaux, Pille, Poret de Morvan, Rosamel, Saint-Laurent et Schneider.

En comparaison avec le rapport du 7 mai 1842, les noms suivants n'ont pas été retenus : Duprès, Sibuet, de Conchy, Desbrulys, Boucret, Verdière, Pierre Devaux. Par contre, il y a deux nouveaux noms : Grundler et Saint-Laurent. Cela montre que le choix des 14 derniers noms inscrits en 1842 ne s'est pas fait facilement et que les discussions au sein de la commission et du ministère de la Guerre ont dû être acharnées avant la décision finale de graver.

Parmi les 14 nouveaux inscrits, on trouve un vice-amiral (Rosamel), un intendant général (Denniée) et 12 généraux.

## Les 8 deniers noms inscrits entre 1850 et 1895 et les modifications

Après la gravure des 14 noms en 1842, les 4 tableaux à l'intérieur des petits arcs de l'Arc de Triomphe contiennent maintenant 652 noms à raison de 10 colonnes de 16 lignes par tableau plus une dix-septième ligne de 3 noms sur chaque tableau. Pour simplifier le repérage d'un nom, ceux de la dernière ligne à cheval entre 2 colonnes seront rattachés au numéro de la colonne de gauche. Nous avons ainsi 12 colonnes de 17 noms et 28 colonnes de 16 noms.

Bien que la commission de l'Arc de Triomphe soit dissoute, le maréchal Soult reçoit encore des réclamations.

Le général Paul Ferdinand Dermoncourt écrit le 6 juin 1842 pour solliciter l'inscription de son nom sur l'Arc de Triomphe : « Il n'est pas sans qu'il puisse se trouver une petite place où mon nom serait posé ; dans ce cas je désirerais que cela fut ainsi ». Dermoncourt écrit qu'il pensait que son nom ne serait pas oublié, ayant combattu et versé son sang en Europe, en Amérique, en Afrique, en Asie. Soult répond que la réclamation arrive trop tard et que le défaut d'espace ne permettrait pas d'ajouter un nom de plus sur le monument.

Adolphe Geither, 18 ans, élève au collège royal de Strasbourg, écrit le 5 août 1842 au maréchal Soult pour demander l'inscription du nom de son père sur l'Arc de Triomphe, le général Jean Michel Geither « frère d'armes et intime ami du général Schramm, ayant fait ensemble toutes les campagnes avant et pendant l'Empire jusqu'en l'année 1815 ». Soult répond le 10 août que la commission spéciale chargée de dresser les listes d'inscrits est dissoute et qu'il y a un défaut absolu de place.

Émile Malye écrit le 30 octobre 1842 pour demander une nouvelle fois la rectification d'une « erreur d'orthographe », c'est-à-dire le remplacement du nom de Malher (colonne 07) par celui de son père le général Étienne Malye. Soult répond que le nom de Malye n'a pas été retenu, en se servant de la note qu'Oudinot lui avait transmise le 17 avril 1841.

Le 2 décembre 1842, le frère du général Pierre Devaux qui avait déjà réclamé en octobre 1841 pour que le nom de son frère soit inscrit sur l'Arc de Triomphe note que son nom a bien été inscrit mais sous la mauvaise orthographe de Desvaux (colonne 10). Il demande la rectification. Le 19 janvier 1843, Teste, ministre des Travaux Publics écrit à Soult que le nom Desvaux inscrit sur l'Arc de Triomphe est bien conforme à la liste transmise le 2 octobre 1841 où il est écrit : Desvaux, tué. Teste écrit une nouvelle fois le 24 février 1843 à Soult pour confirmer que la réclamation est injustifiée : « La commission ayant parlé du général Devaux baron Saint-Maurice, tué sur le champ de bataille du 18 juin 1815. C'est Desvaux qu'on a voulu dire ».

Le 17 janvier 1843, le baron d'Arnaud, fils du général Jacques d'Arnaud écrit au maréchal Soult pour réclamer l'inscription du nom de son père sur l'Arc de Triomphe. Il écrit que le nom Darnaud inscrit ne correspond pas à son père : il manque l'initiale de son prénom J. et le nom est inscrit sur le tableau de l'armée de Sambre-et-Meuse où son père n'a été que chef de brigade. Martineau, le secrétaire général du ministère de la Guerre, prépare la réponse pour le maréchal Soult, sous la forme d'une note écrite le 11 février 1843. Il indique qu'il y a bien eu deux généraux Darnaud, Jacques d'Arnaud (écrit Darnaud pendant les guerres de la Révolution) et Jean Boniface Darnaud mais que « les services du premier sont incontestablement plus brillants que ceux du second ». Martineau conclut : « Tout porterait donc à croire que c'est le lieutenant général Jacques Darnaud qui est inscrit sur l'Arc de Triomphe, mais rien ne le prouve d'une manière positive, et parmi les documents laissés par M. le lieutenant général Saint-Cyr Nugues qui a été chargé d'établir les anciennes listes d'inscription, il ne s'en est trouvé aucun qui pût tirer d'incertitude à cet égard. » Soult conclut le 15 février 1843 en écrivant au baron d'Arnaud que c'est bien le nom de son père qui est inscrit sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile.

Le 10 octobre 1843, Marie-Victoire Chamorin exprime le souhait que le nom de son mari, le général Vital Chamorin (colonne 23), tué au combat en Espagne, soit souligné comme tous ceux qui sont inscrits sur l'Arc de Triomphe et qui sont morts au champ d'honneur. Soult transmet la demande à Teste qui répond le 27 octobre 1843 pour indiquer que cette omission sera réparée.

Les tableaux des 652 héros ont été figés dans leurs détails par des photographies réalisées entre 1843 et 1850. Elles sont visibles au musée de l'Arc de Triomphe dans la salle voûtée du sommet (voir les reproductions de ces photos).

En 1850, Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République, s'étonne que les noms de son père Louis Bonaparte, et de son oncle Jérôme Bonaparte qui vient d'être nommé maréchal de France le 1<sup>er</sup> janvier, ne soient pas inscrits sur l'Arc de Triomphe. La gravure de ces deux noms est aussitôt décidée, en les plaçant sur une nouvelle ligne, au-dessus des lignes existantes, sur le pilier nord pour Jérôme Bonaparte et sur le pilier sud pour Louis Bonaparte. Comme pour la dernière ligne, les deux nouveaux noms sont à cheval entre deux colonnes pour respecter les motifs sculptés, en haut de chaque colonne. Et, de même, pour rendre plus facile le repérage d'un nom, nous rattachons ces noms respectivement aux colonnes de gauche, 05 et 25.

Pendant le second Empire, 4 noms sont ajoutés, probablement à la demande de leurs familles : Morio de Lisle le 24 juin 1862, Bizanet en décembre 1862, Deponthon le 18 juin 1863 et Sibuet le 16 mai 1867. Pour cela et pour la première fois, une modification des sculptures est envisagée. Sur le bas des colonnes extérieures des piliers sud et ouest, les croix d'honneurs sont supprimées et remplacées par un dix-septième nom : Morio de Lisle en colonne 21, Sibuet en colonne 30, Deponthon en colonne 31 et Bizanet en colonne 40.

Le baron Joseph Sibuet qui s'était tellement battu en 1842 pour l'inscription du nom de son père le général Benoît Sibuet, a ainsi la satisfaction de voir enfin son vœu se réaliser avant son décès, le 25 janvier 1874, au château de Vireux dans les Ardennes.

En même temps que ces ajouts, un certain nombre de corrections sont faites. Comme pour Chamorin en 1842, le nom de Duroc (colonne 15) blessé mortellement par un boulet en Silésie en 1813, n'était pas souligné. Un trait sous son nom est ajouté pour indiquer qu'il est bien mort au combat. Pour Belliard dont le nom a été souligné par erreur, le trait sous le nom est rebouché. Un certain nombre de noms inscrits voient leur orthographe changer : d'Elbhecq (colonne 33) au lieu de Delbecq, Delegorgue (colonne 27) au lieu de Delegorgues (on distingue encore le S final rebouché).

Après la chute de l'Empire en 1870, il semble que la situation de l'Arc de Triomphe soit définitivement figée. Pourtant, c'est sous la troisième République que la tentative la plus élaborée de couronnement de l'Arc avec un groupe sculpté est réalisée par le sculpteur Joseph Falguière.

Il fait faire une maquette en plâtre à l'échelle 1, représentant la République tenant ferme le drapeau de la France et une tablette où sont inscrits les droits de l'Homme. La République est assise sur un char traîné par quatre chevaux lancés au galop. La maquette de ce quadriges assez majestueux est mise en place sur l'Arc de triomphe en 1881 et y reste jusqu'en 1886, puis le projet est abandonné.

En juin 1893, à la suite d'une demande du comte de Mutrécy pour inscrire le nom de son grand-père, le général Jean Friederichs, décédé des suites de ses blessures à Leipzig en 1813, un nouvel ajout est fait en bas de la colonne 20. La modification est faite selon le même principe que celui adopté pendant le second Empire : le nom remplace une croix d'honneur sur une colonne extérieure du pilier est.

L'opération est encore renouvelée, pour la dernière fois en mai 1895, en bas de la colonne 01 du pilier nord pour ajouter le nom du général Donop grièvement blessé et disparu à la bataille de Waterloo.

Pour la symétrie des tableaux, deux noms auraient encore pu être gravés en bas des colonnes 10 et 11, mais cette hypothèse ne s'est pas produite.

Avec les 8 nouveaux noms, l'Arc de Triomphe compte un maréchal de plus (Jérôme Bonaparte) et 7 généraux supplémentaires.

## Les caractéristiques de chaque colonne

Dès les premières inscriptions en 1836, Saint-Cyr-Nugues avait choisi de caractériser les noms en les groupant par colonnes. Ainsi, sont visibles les chefs d'armée et les maréchaux dans les colonnes de gauche de chaque tableau (colonnes 03, 04, 13, 14, 23, 24, 33, 34), des hommes majoritairement tués au combat dans les colonnes de gauche (colonnes 08, 18, 28, 38). En 1841, les nouvelles inscriptions se sont aussi faites en colonne, de part et d'autre des tableaux précédents mais en respectant d'autres règles. Enfin les derniers noms ajoutés, en bas ou en haut des colonnes, l'ont été sans tenir compte de l'ordre préalable.

L'étude des éléments qui caractérise chaque colonne est importante pour mieux choisir le personnage correspondant au nom inscrit ou remettre en cause un « intrus ». Pour de nombreux noms heureusement, il n'y a aucune ambiguïté, ce qui permet d'avoir une base pour ceux où il y a un doute ou lorsque plusieurs choix sont possibles. Par exemple, 6 généraux de la Révolution ou de l'Empire portent le nom de Dumas, 5 ceux de Meunier, 5 ceux de Boyer. Souvent un père et un fils se sont illustrés dans les combats, sans qu'il soit toujours facile de choisir lequel correspond à l'inscription.

Nous présentons donc les caractéristiques de chaque colonne, en étudiant un certain nombre de critères qui permettent de comprendre comment ont été construites ces listes : date de la nomination au grade de général de brigade (ou maréchal de camp ou contre-amiral), date de la nomination au grade de général de division (ou lieutenant général ou vice-amiral), où et quand le héros a débuté sa carrière militaire pour la République ou l'Empire, lieu et date du décès pour ceux qui ont été tués au combat.

### 1. Pilier nord

- Colonne 01 : Hormis Donop ajouté en 1895, tous les noms correspondent à des généraux de division, nommés par ordre chronologique, de haut en bas de la colonne, de Chartres (11 septembre 1792) à Lefol (30 mai 1813). L'ordre est sensiblement respecté, avec quelques exceptions mineures : Dumonceau (11 juin 1795) aurait dû être au-dessous de Dembarrere (17 janvier 1794), Missiessy (9 mars 1809) avant St Germain (12 juillet 1809).

- Colonne 02 : Elle est la suite de la colonne 01, commençant avec Vichery, général de division nommé le 30 mai 1813, à la même date que Lefol, l'avant-dernier de la colonne 01. On trouve ensuite 3 autres généraux de division nommés en 1813 puis des généraux de brigade, classés aussi sensiblement par ordre chronologique de Baltus (14 mars 1811) à Hulot (9 août 1812). Les deux derniers (Bardet et Villatte) ne respectent pas cet ordre et ont probablement été ajoutés après l'établissement initial de la liste de 1841. On note aussi une petite anomalie avec Bonnair, général de brigade nommé le 25 décembre 1813.

- Colonne 03 : C'était la première de 1836. Excepté De St Mars ajouté en 1842, la colonne ne contient que des noms de chefs d'armée ou de corps d'armée, de 4 maréchaux et d'un amiral. On note 6 chefs de l'armée du Nord (Luckner, Lafayette, Dumouriez, Beurnonville, Dampierre, Pichegru) ce qui n'est pas un hasard pour le pilier nord, dédié en tête à l'armée du Nord. L'ordre chronologique d'ancienneté dans le grade de général de division est plus ou moins respecté, de Luckner (20 juin 1763) à Lefebvre (10 janvier 1794).

- Colonne 04 : Elle ne contient que des noms de généraux de division, d'un maréchal (Grouchy), de chefs d'armée dont 3 commandant celle des Ardennes (Charbonier, Valence, Ferrand). La chronologie des nominations, entre 1792 à 1800, n'est pas respectée.
- Colonne 05 : Hormis Jérôme Bonaparte et Grundler, ajoutés après 1836, la colonne est constituée de noms de généraux de division nommés avant le 5 février 1799, date de la nomination de Vandamme. L'ordre chronologique est peu respecté mais les dates de nomination au grade de général de division, se situe majoritairement entre 1792 et 1795.
- Colonne 06 : Comme la colonne précédente, cette colonne contient des noms de généraux de division, nommés entre 1793 et 1799. On trouve cependant 2 généraux de brigade, nommés dans les mêmes périodes, Desenfans et Paillard et un général de division, nommé en 1807, La Houssaye.
- Colonne 07 : Hormis Schneider ajouté en 1842, la colonne contient des noms de généraux de division, nommés entre 1794 et 1814 et d'un général de brigade, David, tué à Alkmaër.
- Colonne 08 : Les 3 premiers noms sont ceux de généraux de division, tués en juin 1815, en Belgique. Les 3 derniers noms sont ceux de généraux de brigade, tués à Maubeuge et à Hohenlinden (Gouvion, Bastoul), et d'un lieutenant-colonel tué à Verdun (Beaurepaire). Les autres sont ceux de généraux de division, nommés entre 1795 et 1831, sans ordre chronologique.
- Colonne 09 : La colonne contient des noms de généraux de brigade, nommés durant l'Empire et inscrits par ordre presque chronologique, de Huard en haut de colonne (1<sup>er</sup> mars 1807) à Cureli (13 février 1814). Les 2 derniers noms, en bas de colonne, ne respectent pas cet ordre et comme pour la colonne 02, construite symétriquement, ont été ajoutés après l'établissement de la liste de 1841, probablement (Hamelinaye) ou sûrement (Poret de Morvan, inscrit en 1842).
- Colonne 10 : Le haut de la colonne est constitué par des noms de généraux de divisions, classés par ordre chronologique, de novembre 1813 à mai 1815 (Neigre à Dalesme). On trouve au-dessous les noms d'un chirurgien (Percy) et de 2 intendants généraux (Petiet, Villemanzy). Le bas de la colonne est constitué par les noms de généraux de brigade, classés par ordre rigoureusement chronologique, de Burcy (11 septembre 1793) à Grillot (2 juillet 1809). On peut aussi noter les noms de 2 des généraux tués à Eylau (Lochet et Binot).

## 2. Pilier est (Voir aussi le tableau « La logique des inscriptions de 1841 ».)

- Colonne 11 : La colonne contient les noms de généraux de division, classés sensiblement par ordre chronologique de nomination, de Narbonne (22 mai 1792) en haut, à Chemineau (31 juillet 1813) en bas.
- Colonne 12 : Comme la colonne 02 est la suite de la colonne 01, la colonne 12 est la suite de la colonne 11. Elle débute en haut avec le général de division Boyeldieu, nommé le 7 septembre 1813. On trouve ensuite 3 autres généraux de division nommés en 1812 - 1813 puis des généraux de brigade de l'Empire, classés par ordre presque chronologique, de Plauzonne (5 juin 1809) à Dedon (10 novembre 1813). Le dernier de la colonne, Wathier, est un général de division nommé le 31 juillet 1811, probablement ajouté après l'établissement de la liste initiale de 1841.
- Colonne 13 : La colonne ne contient que les noms de chefs d'armée, en particulier du Rhin (Moreau, Michaud), des chefs d'escadre (Bruix, Rosily, Villeneuve) et des noms de maréchaux. Même Moreaux, ajouté en bas de colonne en 1842, a dirigé l'armée des Ardennes.
- Colonne 14 : Le début est formé avec les noms de 3 maréchaux de France, nommés en 1830, 1829 et 1831. Au-dessous, se trouvent les noms de généraux de division, nommés entre 1793 et 1807, sans ordre chronologique. L'avant-dernier, Drouet, est aussi maréchal de France, mais sa nomination en 1843 est postérieure à son inscription en 1836.

- Colonne 15 : Hormis Gros, général de brigade ajouté en 1842, tous les noms correspondent à des généraux de division, nommés entre 1793 et 1813. Mathieu Dumas, seul intendant général retenu par Saint-Cyr-Nugues, était aussi général de division et c'est à ce titre qu'il est classé. Kirgener et Duroc tués par le même boulet, à Reichenbach, en mai 1813, se suivent et ce n'est pas un hasard. On peut aussi noter la présence groupée de Montbrun et Gudin tués durant la campagne de Russie, de Lariboissière mort de maladie à la fin de cette campagne et de Morand et Legrand grièvement blessés en Russie. Ceci entraîne que l'on ne peut retrouver d'ordre chronologique dans les nominations, de haut en bas de la colonne.

- Colonne 16 : L'avant-dernier de la liste, Corbineau, est un général de brigade tué à Eylau. Tous les autres noms sont ceux de généraux de division, nommés entre 1792 et 1811, sans ordre chronologique. La colonne contient de nombreux noms soulignés de héros tués au combat, en particulier à Eylau (Desjardins, d'Hautpoul, Corbineau) et à Leipzig (Delmas, Rochambeau).

- Colonne 17 : Excepté Rosamel ajouté en 1842 et Abbaticci, général de brigade tué en 1796 à Huningue, tous les autres noms sont ceux de généraux de division nommés entre 1798 et 1813, sans ordre chronologique. Parmi ceux tués au combat, on peut noter Cervoni et Lasalle, tués durant la campagne de 1809 contre l'Autriche.

- Colonne 18 : Excepté Chambure, colonel mort du choléra en 1832, tous ceux de cette colonne ont été tués au combat. En haut de colonne, on note 2 généraux de division (Beaupuy, Caulaincourt) encadrant 4 généraux de brigade. En descendant la colonne, il y a 5 colonels et un enfant (Viala) puis 2 généraux de brigade (Marion, Hervo). Les 2 derniers de la colonne sont Chambure et La Tour d'Auvergne, capitaine d'infanterie et « premier grenadier de la République ». 5 ont été tués dans la campagne d'Austerlitz (Valhubert, Lacuée, Morland, Mazas), 3 dans celle d'Iéna (Debilly, Higonet, Houdar Lamotte), 2 dans celle de Wagram (Gautier, Hervo), 2 dans celle de Russie (Caulaincourt, Marion).

- Colonne 19 : Elle contient les noms de généraux de brigade de l'Empire, nommés par ordre sensiblement chronologique, de Barbanègre (21 mars 1809) en haut, à Foissac-Latour (15 mars 1814). Les 2 derniers de la colonne (Lanabère et Lejeune) probablement ajoutés après l'établissement de la liste initiale de 1841, ne suivent pas cet ordre chronologique mais sont bien des généraux de brigade. Cette colonne est la suite de la colonne 20.

- Colonne 20 : Hormis Friederichs ajouté en 1893, la colonne contient en haut les noms de généraux de division, classés par ordre presque chronologique de nomination, d'Aubry (21 novembre 1812) à Girardin (10 février 1814). Le bas de la colonne est occupé par les noms de généraux de brigade, non classés chronologiquement, de Girard dit Vieux (2 novembre 1793) à Romeuf (16 janvier 1811). Les généraux de brigade sont séparés des généraux de division par le nom de Daru, intendant général.

### 3. Pilier sud

- Colonne 21 : Excepté Morio de L'Isle, général de brigade ajouté en 1862, tous les noms inscrits sont ceux de généraux de division, classés par ordre presque chronologique, de Kellermann, F. (5 juillet 1800) en haut à Tirlet (10 janvier 1813) en bas.

- Colonne 22 : Comme pour les autres colonnes créées en 1841, la colonne 22 est la suite de la colonne 21, commençant avec Ruty, général de division nommé le 10 janvier 1813, le même jour que Tirlet, l'avant-dernier de la colonne précédente. On trouve ensuite 3 généraux de division de l'Empire nommés en 1813, classés par ordre chronologique de nomination du 3 mars au 17 juin. Au-dessous sont inscrits les noms de généraux de brigade de l'Empire, classés aussi par ordre sensiblement chronologique de nomination, de Jeanin (19 novembre 1808) à St Geniès (6 août 1811). Les 2 derniers de la colonne ont été ajoutés ensuite, probablement pour Willaumez et sûrement pour Lamorandière inscrit en 1842.

- Colonne 23 : Sauf le nom du général de brigade Chamorin, ajouté en bas de colonne en 1842, tous les noms inscrits sont ceux de chefs d'armée ou d'escadre et des maréchaux. Les noms de Kleber, de Brueys et de Desaix se suivent. Ils ont tous les trois dirigés une armée ou une escadre en Égypte, ce qui n'est pas un hasard sur le pilier sud dédié entre autres aux armées d'Égypte.

- Colonne 24 : Perrée contre-amiral tué à Malte est le seul à ne pas avoir atteint le grade de vice-amiral, équivalent à celui de général de division que tous les autres ont atteint entre 1793 et 1806. Comme dans la colonne précédente et surtout dans le haut de la colonne, se trouvent 3 maréchaux, un vice-roi (Beauharnais) et quelques chefs d'armée dont Menou, chef d'armée d'Égypte.

- Colonne 25 : Le dernier de la colonne est Denniée, intendant général ajouté en 1842. Tous les autres noms inscrits sont ceux de généraux de division, nommés entre 1793 et 1805. Les 2 premiers en haut de la colonne (Bon et Lanusse) ont été tués au combat en Égypte. Quant à Dommartin, il est mort de maladie également en Égypte.

- Colonne 26 : Tous les noms inscrits sont ceux de généraux de division nommés entre le 15 août 1796 (Dalleman) et le 17 avril 1815 (Chabert). L'ordre chronologique n'est pas respecté et on peut même observer que Dalleman et Chabert se suivent.

- Colonne 27 : Le haut de la colonne contient les noms de généraux de division nommés entre le 3 avril 1794 (Pouget) et le 22 mars 1815 (Lasalle). Comme pour la colonne précédente la chronologie des nominations en descendant la colonne n'est pas respectée et les noms de Pouget et de Lasalle se suivent en tête de colonne. Sauf le nom du général de division St Laurent, ajouté en 1842, le bas de la colonne contient les noms de généraux de brigade nommés entre 1794 et 1809. Parmi ces derniers, on peut noter Caffarelli et Rambaud morts à Saint-Jean-d'Acre durant la campagne d'Égypte. La colonne contient aussi un maréchal de France (Exelmans) mais ayant reçu son titre en 1851.

- Colonne 28 : Tous les hommes de cette colonne ont été tués au combat et sont classés par lieux de décès. Dans le haut de la colonne, de Grigny à Vallongue, ce sont des généraux de brigade et un général de division (Stengel) tués en Italie. Au-dessous les 4 noms suivants correspondent à un général de brigade (Mireur) et 3 officiers tués en Égypte. Dans le bas de la colonne, on trouve deux colonels tués à Iéna (Marigny) et en Espagne (Blancheville).

- Colonne 29 : Les noms de généraux de brigade de l'Empire constituent cette colonne. Ils sont classés par ordre presque chronologique de nomination de Magon (contre-amiral le 16 mars 1802) à Baurot (25 novembre 1813). Les deux derniers noms en bas de colonne ont probablement été ajoutés après l'établissement de la liste initiale de 1841 : le général de division Lafon-Blaniac et le médecin Desgenettes.

- Colonne 30 : Le haut de la colonne contient les noms de généraux de division classés par ordre presque chronologique de nomination, de Bachelu (26 juin 1813) à Bigarré (17 mars 1814) en passant par Subervie (3 avril 1814). Le chirurgien Larrey inscrit au-dessous sépare le haut de la colonne du bas où sont inscrits les noms de généraux de brigade de l'Empire, classés par ordre chronologique de nomination, de Lameth, Ch. (6 février 1792) à Bron (23 mars 1800). Il y a quelques irrégularités dans la chronologie des nominations, avec Marisy (24 mars 1803) et Morangies (24 mai 1801). Le nom de Sibuet ajouté en bas de colonne en 1867 respecte pour une fois l'ordre précédent car c'est celui d'un général de brigade nommé le 23 août 1813.

#### 4. Pilier ouest

- Colonne 31 : Excepté Deponthon ajouté en bas de colonne en 1863, tous les noms inscrits sont ceux de généraux de division, classés par ordre sensiblement chronologique de nomination en descendant la colonne, de Berruyer (7 septembre 1792) et Desfourneaux (11 décembre 1794) à Bailly de Monthion (4 décembre 1812).

- Colonne 32 : Comme pour les autres colonnes créées en 1841, la colonne 32 fait suite à la colonne 31 en commençant avec Charbonnel, général de division nommé le 9 janvier 1813, donc juste après Bailly de Monthion, l'avant-dernier de la colonne précédente. Au-dessous se trouvent les noms de généraux de division de 1813, classés par ordre chronologique de nomination, de Lamartinière (11 février 1813) à Lévesque de Laferrière (28 novembre 1813). Le bas de la colonne contient les noms de généraux de brigade de l'Empire, classés par ordre sensiblement chronologique de nomination, de Guéhéneuc (26 décembre 1812) à Maucombe (28 juin 1813) en passant par Chateau (16 novembre 1813). Les deux derniers noms de la colonne, comme sur les colonnes symétriques des autres piliers, ont probablement été ajoutés après l'établissement de la liste initiale de 1841 : Bouchu et Valletaux, généraux de brigade nommés en 1811 et 1794.
- Colonne 33 : Hormis le nom de Huber ajouté en 1842, la colonne contient les noms de chefs d'armée ou d'escadre et de maréchaux. On note 9 chefs d'armée des Pyrénées, des Pyrénées occidentales et des Pyrénées orientales. Ce sont les 9 premiers noms du haut de la colonne, de Dugommier tué lors de la bataille de la Montagne Noire à Dagobert. Cette colonne était la première du pilier ouest en 1836, qui est dédié en premier aux armées des Pyrénées.
- Colonne 34 : Le haut de la colonne commence avec Clauzel, maréchal de France en 1831 et Leclerc chef d'armée de Saint-Domingue. Les deux noms suivants sont ceux de maréchaux ayant reçu leur titre après 1836 (Sebastiani et Reille). On trouve aussi un amiral (Duperré), 2 chefs d'armée des Pyrénées (Barbantane et Dubouquet) proches des 9 chefs d'armée des Pyrénées de la colonne précédente. Excepté Duperré, tous ont atteint le grade de général de division ou équivalent, entre 1792 et 1809.
- Colonne 35 : Sauf Barbot qui n'a été lieutenant général qu'en 1821, tous les noms de cette colonne sont ceux de généraux de division nommés entre 1793 et 1812. Même Pille ajouté en bas de colonne en 1842 s'intègre à cette liste.
- Colonne 36 : Tous les noms composant cette colonne sont ceux de généraux de division, classés par ordre chronologique approximatif de nomination, de Maurice Mathieu (17 avril 1799) en haut, à Dulong (13 mars 1815) en bas. Seul Franceschi, l'avant-dernier de la colonne, n'a atteint que le grade de général de brigade, étant mort en prison à Carthagène en 1810. Harispe et Valée sont maréchaux de France mais ont reçu leur titre après 1836.
- Colonne 37 : Cette colonne contient les noms de 5 généraux de brigade de l'Empire (Aymard, Ordonneau, Klopisky, Bertoletti et Miquel ajouté en 1842). Tous les autres noms sont ceux de généraux de division nommés entre le 1<sup>er</sup> février 1805 (Musnier, Quesnel) et le 30 mars 1815 (Lallemand). Les 3 noms soulignés sont ceux de généraux tués en Espagne (Ruffin, Lapisse) ou en fin de guerre d'Espagne, à Toulouse (Taupin).
- Colonne 38 : Comme les colonnes symétriques des autres tableaux, cette colonne ne contient que des hommes tués au combat, un général de division (Sénarmont), un colonel (Henry) et des généraux de brigade ainsi qu'un contre-amiral (Baste). Compère a été tué à la Moskowa, Baste à Brienne. Tous les autres ont été tués dans les guerres d'Espagne et du Portugal.
- Colonne 39 : Les noms de généraux de brigade de l'Empire constituent cette colonne. Ils sont classés chronologiquement par ordre de nomination, de Desailly (8 juin 1809) en haut, à Gauthier Crc (26 décembre 1813). Seul Simmer, nommé le 8 octobre 1812, aurait dû être placé avant Gressot, nommé le 21 décembre 1812. Les deux derniers noms de la colonne ont probablement été ajoutés après la liste initiale de 1841 car leur nomination ne respecte pas cet ordre, en particulier René nommé en 1801. Comme les colonnes symétriques des autres tableaux, la colonne 39 est la suite de la colonne 40 avec les nominations de Montmarie, L. et de Desailly qui se suivent.
- Colonne 40 : Le haut de la colonne contient les noms de généraux de division classés presque par ordre chronologique de nomination, avec Lenoury et Colbert, E. (25 novembre 1813), Castex (28 novembre 1813) et Maurin (19 février 1814). Le nom de Daure, intendant

général inscrit au-dessous sépare le haut du bas de la colonne constitué de noms de généraux de brigade, nommés par ordre chronologique, de Noailles (28 novembre 1791) à Montmarie, L. (5 mai 1809). Le dernier de la liste, Bizanet, ajouté en 1862 ainsi que le contre-amiral Renaudin, nommé le 29 octobre 1794, ne respectent pas cet ordre chronologique.

Cette caractérisation détaillée des colonnes montre que les noms ajoutés en 1841, grâce aux travaux de la Commission de l'Arc de Triomphe, sont inscrits de façon beaucoup plus rigoureuse qu'en 1836. De haut en bas de chaque colonne, les inscriptions sont faites par ordre presque chronologique de date de nomination au grade de général de division ou au grade de général de brigade. Dans les colonnes 10, 20, 30 et 40, les généraux de division du haut de la colonne sont séparés des généraux de brigade du bas de la colonne par les noms d'intendants généraux et de médecins.

En 1841, seuls les grades acquis durant la Révolution et l'Empire sont pris en compte. Ainsi, le fait que les généraux de brigade aient été nommés lieutenants généraux pendant la première ou la deuxième Restauration ou non, ne change pas la chronologie de leur inscription au grade de général de brigade. Cette position n'était pas aussi nette en 1836 où par exemple les 4 maréchaux de France de 1829 à 1831 (Gérard, Maison, Mouton, Clauzel) ainsi que l'amiral Duperré nommé en 1830, se retrouvent en tête des colonnes 14 et 34.

Les 2 derniers noms en bas des colonnes 02, 09, 12, 19, 22, 29, 32 et 39 ne respectent pas l'ordre chronologique de 1841, ce qui veut dire que 14 de ces 16 noms ont probablement été ajoutés à la liste déjà établie, juste avant les gravures du 15 décembre 1841. Ils ont aussi pu être ajoutés au début de 1842, en une ou plusieurs fois, avant les inscriptions complémentaires du 27 mai 1842. Ces dernières contiennent 2 de ces 16 noms : Poret de Morvan et Lamorandière. De plus, le 6 mars 1842, la fille du général Duprès note 6 cases en blanc restantes, peut-être dans ces colonnes.

Hormis les chefs d'armée, en particulier du Nord et d'Égypte et les héros tués en Égypte, nous n'avons pas pu établir de réelle coordination entre le parcours de chaque héros et le fait qu'il soit inscrit sur un pilier et non sur un autre. De plus, pour les deux groupes assez importants de ceux qui sont morts au combat en Italie (colonne 28) ou en Espagne (colonne 38), les piliers correspondants ne sont pas dédiés aux armées d'Italie ou d'Espagne.

Malgré toutes ces remarques, l'intérêt de cette caractérisation des colonnes demeure. Nous prendrons les 3 exemples suivants :

En colonne 20, se trouve le nom de Roussel souligné. Deux généraux peuvent répondre à cette inscription, ayant tous les deux été tués au combat. Le premier, François Xavier Roussel, général de division le 26 janvier 1807, est tué à Heilsberg le 10 juin 1807. Le second, Jean Charles Roussel, général de brigade le 10 mai 1809, est tué à Ostrowno le 26 juin 1812.

Toutes les raisons portent à choisir de préférence le premier. C'est un général de division, la bataille d'Heilsberg est inscrite sur l'Arc de Triomphe (colonne D) et non Ostrowno, Jean Charles Roussel n'est pas réellement mort au combat, ayant été tué par accident le soir de la bataille d'Ostrowno, par une sentinelle française. Mais les inscriptions de la colonne 20 sont si précises que l'on peut affirmer qu'au-dessous du nom de l'intendant général Daru, le nom de Roussel est celui d'un général de brigade et donc celui de Jean Charles Roussel dont le fils avait réclamé l'inscription le 5 juillet 1836.

En colonne 05 figure le nom de Dufour. Deux généraux de division, Georges Joseph Dufour et François Marie Dufour peuvent répondre à l'inscription. Les noms de cette colonne correspondent à ceux de généraux de division de la République, nommés avant le 5 février 1799. Cela permet de choisir Georges Joseph Dufour, nommé général de division le 13 juin 1795 et non François Marie Dufour, nommé général de division le 4 mars 1813.

En colonne 17, le nom de Beaumont est inscrit. Dans cette colonne figurent les noms de généraux de division, nommés entre 1798 et 1813, sans ordre chronologique. Avec cette seule

indication, il est difficile de choisir entre Marc Antoine de La Bonnière comte de Beaumont, nommé général de division le 29 décembre 1802 et Louis Chrétien Carrière de Beaumont, nommé général de division le 4 décembre 1812. Cet exemple montre aussi les limites de cette caractérisation, colonne par colonne, lorsque plusieurs choix sont possibles pour un nom. Dans la liste alphabétique des 660 noms de héros qui suit et qui est accompagnée d'une courte biographie pour chacun, les ambiguïtés éventuelles sur le choix d'un nom sont expliquées pour ce nom avant de passer au nom suivant. Dans ces explications, nous utiliserons souvent cette caractérisation, colonne par colonne.



## Les erreurs d'inscription et de lecture

Certains noms ont changé d'orthographe après leur première inscription : Chasseloup-Laubat, d'Elbhecq, Delegorgue, Pijon. Ce n'est qu'un petit changement par rapport aux plus de 200 fautes relevées : nom incomplet, particule absente, mauvaise accentuation, coupure d'un nom en deux, regroupement de deux noms en un seul, faute d'orthographe. Si l'on ne retient que les fautes d'orthographe, nous pouvons en noter 52, listées par ordre alphabétique, avec entre parenthèses l'orthographe correcte de chaque nom :

Andreossi (Andréossi), Bayrand (Beyrand), Beauregard (Beurgard), Beker (Baegert dit Becker), Bellavesne (Bellavène), Bonneau (Bonnaud), Bourcke (Bourke), Bouvier des Eatz (Bouvier des Eclaz), Bruyere (Bruguière dit Bruyères), Charbonier (Charbonnier), Chateau (Huguet-Chataux), Cureli (Curély), Davoust (Davout ou d'Avout), Desenfants (Desenfans), Desjardins (Jardin dit Desjardin), Desnoyers (Denoyer), Dessoles (Dessolle), Dubois-Theimvle (Dubois de Thainville), Flahault (de Flahaut de La Billarderie), Gantheaume (Ganteaume), Gillot (Gilot), Guyeux (Guieu), Guyot de Lacour (Guiot de Lacour), Klopisky (Chlopicki de Necznia), Lamorandière (Robert de Lamorendière Ducoudray), Hard Lamotte (Houdar de Lamotte), Lariboissiere (Baston de Lariboisière), Lasowski (Lazowski), Ledru des Essds (Ledru des Essarts), Lefèvre Desnte (Lefebvre-Desnouettes), Leturc (Leturcq), Ligneville (de Ligniville), Mancune (Popon de Maucune), Marisy (Vagnair dit Marizy), Meunier (Meusnier de La Place), Monfort (de Montfort), Monier (Monnier), Olivier (Olivié), Poniatowsky (Poniatowski), Quentin (Quantin), Rambaud (Rambeaud), Saligny (Saligny), Salm (Salme), Schal (Schaal), Schawembourg (de Schauenburg), Semele (Semellé), Sulkosky (Sulkowski), Treillard (Trelliard), Villemansy (Orillard de Villemansy), Wathier (Watier), Zayonscheck (Zajączek dit Zayonchek en France).

Ces erreurs d'orthographe sont cependant à prendre dans le contexte historique où le postulat de l'immutabilité des noms de famille en France n'est imposé que depuis la loi du 23 août 1794 et qu'il n'est définitivement appliqué que depuis la création des livrets de famille en 1877. L'exemple du général de Schauenburg est révélateur de ces hésitations sur l'orthographe du nom. Pierre Rielle de Schauenburg, ancien député du Bas-Rhin, écrit le 14 juillet 1869, au maréchal Adolphe Niel, ministre de la Guerre, pour demander la communication des états de service de son père et de son frère aîné. À cette occasion, il signale que le nom de son père inscrit sur l'Arc de Triomphe « est écrit avec une orthographe défectueuse » et signe « Baron de Schauenburg, ancien pair de France ». Ceci est à comparer à un premier certificat de baptême de son père de 1777 où le nom inscrit est Schawembourg, à un second certificat de 1808 du même baptême où le nom inscrit est Schauenbourg, les deux noms étant différents de Schauenburg et du nom inscrit sur l'Arc de Triomphe. Ils sont cependant certifiés comme étant conformes à l'original !

Les 129 noms soulignés de ceux qui sont morts au combat ou des suites des blessures reçues au cours d'un combat font également l'objet d'erreurs. Les noms de Chamorin et Duroc qui n'étaient pas soulignés en 1842 ont été corrigés depuis. Nous pouvons encore noter 14 noms qui n'ont pas été soulignés et qui auraient dû l'être :

Aubry, David, Donop, Friederichs, Guyot de Lacour, Kleber, Lamartinière, Michel, Pijon, René, Rusca, Sarrut, Vandermaesen, Vial.

Pour certains noms, le fait qu'ils n'aient pas été soulignés peut s'expliquer. Kléber a été assassiné hors combat, même si d'autres noms ont été soulignés dans des conditions voisines d'un assassinat. Vial a été déclaré mort d'asphyxie par Larrey et non tué par le souffle du boulet qui l'a atteint. Pour Friederichs et Donop ajoutés en 1893 et 1895, l'oubli du trait, 26 et 28 ans après la dernière inscription de Sibuet, peut s'expliquer.

Nous pouvons aussi noter un nom souligné qui n'aurait pas dû l'être, celui de Bourcier. Quant au nom de Belliard souligné par erreur, la correction par rebouchage du trait, se voit encore.

Georges Six a rédigé en 1934 un *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire* qui reste la source la plus complète pour tous les éléments constituant la carrière militaire de 2232 généraux et amiraux dont 630 des 660 noms inscrits sur l'Arc de Triomphe. Chaque article concernant un nom inscrit sur l'Arc de Triomphe se termine invariablement par la phrase, par exemple pour Abbé : « Le nom du général Abbé est inscrit au côté ouest de l'Arc de Triomphe de l'Etoile. » Cette source est aussi la plus utilisée pour savoir si un nom est inscrit sur l'Arc de Triomphe. Un certain nombre d'erreurs figure dans ce dictionnaire :

- 5 noms sont signalés par Six comme étant inscrits sur l'Arc de Triomphe et n'y sont pas : Bauduin, Filhol de Camas, Macors, Paultre de Lamotte et Wolodkowicz
- 5 noms sont présents sur l'Arc de Triomphe et ne sont pas indiqués par Six comme étant présents dans les articles les concernant : Bizanet, Boisgérard, Borrelli, Paul Alexis Dubois, Morio de L'Isle.
- 3 noms de généraux sont présents sur l'Arc de Triomphe et n'ont aucune biographie dans le dictionnaire Six : Bertoletti, Severoli, Teulié. (Ils sont cependant mentionnés dans l'annexe du tome II du dictionnaire Six).
- 5 noms sont présents sur l'Arc de Triomphe et dans le dictionnaire Six mais ils sont indiqués sur un autre pilier : Bonet (pilier est, colonne 15), Cervoni (pilier est, colonne 17), Macon (pilier ouest, colonne 40), Latour Maubourg (pilier est, colonne 17) sont signalés par Six comme figurant sur le pilier sud. Corbineau Claude (pilier est, colonne 16) est signalé comme figurant sur le pilier ouest.
- 13 noms sont présents sur l'Arc de Triomphe et dans le dictionnaire Six mais ne correspondent pas au même personnage que celui identifié : Boyer J., Daboville, Davrange, Dejean A., Desnoyers, Gauthier Crc, Gouvion, Henry, Lacuée, Marigny, Petit, Sparre, Viala.
- 6 noms sont mentionnés deux fois pour deux personnages différents dans le dictionnaire Six, alors qu'un seul des deux noms figure sur l'Arc de Triomphe : Brun, Beaumont, Debelle, Dufour, Roussel, Sorbier.

Malgré ces quelques erreurs, le travail de Georges Six reste impressionnant quant à la qualité et à la quantité d'information accumulées et l'édition de 1934 de son dictionnaire continue toujours à être imprimée ! Quant aux erreurs relevées dans ce dictionnaire, il faut avoir aussi la modestie d'ajouter que compte tenu des erreurs d'inscription sur l'Arc de Triomphe et des multiples possibilités qui peuvent se cacher derrière un nom, d'autres interprétations sont possibles.

## Bilan : combien de généraux ?

Le nombre total des héros inscrits est de 660 noms. On compte :

- 567 généraux, tous grades confondus : général de brigade (ou maréchal de camp avant la Révolution et sous la Restauration) et général de division (ou lieutenant général avant la Révolution et sous la Restauration). Il n'y pas de plus haut grade, même pour les commandants de corps d'armée ou d'armée.

- 44 maréchaux (maréchaux de France et maréchaux d'Empire)

- 26 amiraux (amiraux, vice-amiraux et contre-amiraux)

- 10 colonels (ou chefs de brigade) : Blancheville, Chambure, Denoyer, Henry, Higonet, Houdar de Lamotte, Lacuée, Marigny, Mazas, Morland

- 6 intendants généraux : Daru, Daure, Denniée, Dumas, Petiet, Villemanzy

- 5 rois et 1 vice-roi : Bernadotte, Jérôme Bonaparte, Louis Bonaparte, Chartres (Louis-Philippe I<sup>er</sup>), Murat, Eugène de Beauharnais

- 3 officiers de grade inférieur à celui de colonel : Beurepaire, La Tour d'Auvergne, Sulkowski

- 3 médecins : Desgenettes, Larrey, Percy

- 1 adjudant-général (grade entre colonel et général de brigade) : Leturcq

- 1 enfant : Viala

Le total fait 667. 7 personnages sont en effet comptés deux fois : Eugène de Beauharnais général et vice-roi, Bernadotte, maréchal et roi, Jérôme Bonaparte maréchal et roi, Louis Bonaparte général et roi, Chartres (Louis-Philippe I<sup>er</sup>) général et roi, Mathieu Dumas intendant général et général de division, Murat maréchal et roi.

	date d'inscription				Total
	1836	1841	1842	1850 - 1895	
général	316	232	12	7	567
maréchal	40	3		1	44
amiral	13	12	1		26
colonel	10				10
intendant général	1	4	1		6
roi et vice-roi	3	1		2	6
officier	3				3
médecin		3			3
adjudant-général	1				1
enfant	1				1
nom compté 2 fois	- 4 (1)	- 1 (2)		-2 (3)	-7
Total	384	254	14	8	660

(1) Eugène de Beauharnais général et vice-roi ; Bernadotte maréchal et roi ; Mathieu Dumas intendant général et général de division ; Murat maréchal et roi.

(2) Chartres (Louis-Philippe I<sup>er</sup>) général et roi .

(3) Jérôme Bonaparte maréchal et roi ; Louis Bonaparte général et roi.

Certains généraux ont reçu aussi des grades militaires dans d'autres armées :

- Pologne : 4 généraux, Dąbrowski, Chlopicki, Kniaziewicz, Zajaczek
- Autriche : 1 lieutenant général (Feldzeugmeister), Bertoletti, un feld-maréchal lieutenant, Severoli, et un général major, Roussel d'Hurbal
- Etats-Unis : 1 lieutenant général (major general), La Fayette, et 1 colonel, Gouvion
- Portugal : 1 maréchal, Solignac
- Venezuela : 1 général, Miranda

Dans les 567 généraux inscrits, il y a 450 généraux de division ou lieutenants généraux et 117 généraux de brigade ou maréchaux de camp.

Parmi les 26 amiraux inscrits, on compte 7 contre-amiraux, 17 vice-amiraux et 2 amiraux, Duperré et Truguet.

Les 660 héros de l'Arc de Triomphe sont nés entre le 12 janvier 1722 (Luckner) et le 1<sup>er</sup> décembre 1789 (Jean Paul Adam Schramm). Ils sont décédés entre le 11 juin 1792 (Gouvion) et le 25 février 1884 (Jean Paul Adam Schramm). Malgré le nombre de ceux qui sont morts jeunes, au combat ou des suites de leurs blessures reçues au combat, guillotins ou assassinés, l'âge moyen de décès des 660 héros est de 61,2 ans. Ceci ne peut s'expliquer que par un grand nombre d'octogénaires. Ils sont en effet 89, soit plus de 13% du total, à avoir atteint ou dépassé 80 ans, dont Oudinot qui détient le record de 27 blessures officielles reçues au cours des combats. On compte encore 38 héros ayant atteint plus de 85 ans et 6 ayant dépassé 90 ans : Jean Paul Adam Schramm (94 ans), Hamelinaye, Lapoye, Ségur (92 ans), Dutailis et Vaubois (90 ans). Tous les six sont des généraux de division ou des lieutenants généraux.

618 des 660 héros de l'Arc de Triomphe sont nés dans la France actuelle.

- 9 sont nés en Italie : Bertoletti, Campana, Colli-Ricci, Ferino, Narbonne-Lara, Seras, Severoli, Teulié, Trelliard
- 8 sont nés en Allemagne : Donop, Grenier, Huber, Luckner, Marulaz, Ney, Stengel, Thiébaud
- 5 en Suisse : Girard dit Vieux, Gressot, Laharpe, Mainoni, Reynier
- 3 en Belgique : Dumonceau, Jardon, Lahure
- 3 à Haïti : Bruix, Hugué-Chataux, Dumas
- 3 en Pologne : Dabrowski, Sulkowski, Zajaczek
- 2 au Canada : Léry, Martin
- 2 en Irlande : Dillon, Kilmaine
- 1 en Autriche : Poniatowski
- 1 en Grèce : Loverdo
- 1 en Inde : Lauriston
- 1 en Lettonie : Kniaziewicz
- 1 aux Pays-Bas : Verhuell
- 1 en Ukraine : Chlopicki
- 1 au Venezuela : Miranda

Parmi les 618 héros nés en France, on peut aussi noter 4 héros nés hors de France métropolitaine :

- 2 en Guadeloupe : Dugommier, Gobert
- 1 à la Martinique : Dery
- 1 à la Réunion : Bailly de Monthion

## Bilan des réclamations

Les réclamations d'inscription sur l'Arc de Triomphe concernent au moins 80 des 276 héros inscrits après 1836 (soit 29 % du total) :

Albert, Amey, Aubry, Baurot, Berruyer, Bonnamy, Bordesoulle, Borrelli, Boyer Jean Baptiste, Briche, Burthe, Caulaincourt Armand Augustin Louis, Cavaignac, Chamorin, Dahlmann, Dalesme, d'Anthoüard, Dejean Pierre François Marie Auguste, (Le Lièvre) De La Grange Adélaïde Blaise François, Denniée, Desfourneaux, Desgenettes, Dessaix, Drouot, Dumoustier, Durrieu, Emeriau, Fiorella, de Foucher, Friederichs, Girard dit Vieux, Gouré, Gros, Guyot Claude Étienne, Huber, Jeanin, Kniaziewicz, Lahure, Levesque de La Ferrière, Lafon-Blaniac, Lameth, Lamorendière, Lanabère, Lefebvre-Desnoëttes, Lepic, Lhéritier, Loverdo, Margaron, Michel, Miquel, Moreaux, d'Ornano, Pelletier, Pille, Piré, Poitevin de Maureillan, Poret de Morvan, Puthod, Razout, Remond, René, Rivaud de La Raffinière, Romeuf, Roussel, Roussel d'Hurbal, Rouyer, Ruty, Saint-Germain, Sanson, Sarrut, Schmitz, Schramm Jean Adam, Sibuet, Strolz, Tharreau, Tirlet, Valletaux, Vignolle, Villatte, Willaumez.

Des réclamations sont aussi faites pour au moins 14 héros non inscrits :

d'Arency, Berruyer Pierre Marie Auguste, Boucret, Colin dit Verdière, Delaroche, Dermoncourt, Desbrulys, Devaux Pierre, Dupont, Duprès, Geither, Malye, Sorbier Jean Joseph Augustin, Wolodkowicz.

4 réclamations concernent Chasseloup-Laubat, Darnaud, Duval et Pijon déjà inscrits en 1836.

Les réclamations sur les 98 noms de héros inscrits ou non sur l'Arc de Triomphe ont été faites :

- 29 par un fils du héros
- 25 par le héros lui-même
- 18 par la veuve du héros
- 11 par un frère du héros
- 7 par une fille du héros
- 7 par un neveu du héros
- 7 par un membre de la famille ou un ami du héros
- 4 par un beau-frère du héros
- 3 par un gendre du héros
- 3 par un homme politique
- 2 par un petit-fils du héros
- 2 par un officier subordonné au héros
- 1 par un journaliste

Le total représente 119 auteurs de réclamations car il y a eu parfois plusieurs auteurs de réclamations pour un même nom.

Les 98 noms pour lesquels il y a eu des réclamations sont pour 64 des généraux de division ou des lieutenants généraux, pour 29 des généraux de brigade. Il y a eu 2 vice-amiraux (Emeriau, Willaumez), 1 maréchal de France (d'Ornano), 1 intendant général (Denniée) et 1 médecin (Desgenettes).



## Conclusion

En 1835, lorsque l'architecte Blouet propose d'inscrire sur les murs intérieurs de l'Arc de Triomphe de l'Étoile à Paris des noms de héros de la République et de l'Empire, ce n'est que par souci d'habiller des murs nus. Cette proposition est très habilement utilisée par Thiers qui fait l'excellent choix du général Saint-Cyr-Nugues pour déterminer quels seraient les élus. Cet homme intègre et au-dessus des partis propose des noms dont aucun n'a été retiré par la suite, car son choix n'est guidé que par l'héroïsme des défenseurs de la République française et de l'Empire. Son choix est si bien fait que l'Arc de Triomphe devient la référence française en matière d'héroïsme. Devant les demandes de nombreuses familles pour qu'il y ait de nouveaux élus, le maréchal Soult donne une forte impulsion à une action de nouvelles inscriptions qui se sont poursuivies jusqu'en 1895 et sous quatre régimes différents : Monarchie d'Orléans, deuxième République, second Empire et troisième République. Les 660 héros inscrits sous l'Arc de Triomphe ont transformé le destin de ce monument qui est devenu le témoin des manifestations de patriotisme français.

Quand il s'est agi d'enterrer un soldat inconnu de la guerre de 1914-18, le choix s'est naturellement porté sur l'Arc de Triomphe. Il repose sous son arche depuis le 11 novembre 1923. Cela s'est poursuivi avec l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle qui y est reproduit ainsi que des plaques commémoratives des dernières guerres : 1939-45, Indochine, Algérie, les combats au Maroc, en Tunisie ainsi que ceux des troupes françaises de l'Organisation des Nations Unies en Corée.